

COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE



« LA GEOPOLITIQUE DES LIEUX SAINTS :
ETUDE DE LA GEOPOLITIQUE DE JERUSALEM »

Mémoire de géopolitique
du Commandant Pierre Max VOUTEAU (France)
dans le cadre du séminaire de Géopolitique sur
“La géopolitique des religions”
placé sous la direction
de M. le Professeur AYMERIC CHAUPRADE

Paris, le 30 mars 2003.

« La géopolitique des Lieux saints : étude de la géopolitique de Jérusalem »

Sommaire

Chapitre 1

Les enjeux géopolitiques

Les espaces et les hommes

(les caractéristiques symboliques incontournables de Jérusalem, l'enjeu démographique et les sacralisations musulmanes et juives) ;

La concurrence des représentations

(la dimension essentiellement spirituelle du cas chrétien, la construction progressive de la représentation palestinienne et la représentation juive) ;

Les contre – représentations

(les contre – représentations palestiniennes à l'encontre des Israéliens et israéliennes à l'encontre des Palestiniens) .

Chapitre II

Des stratégies inconciliables

Stratégies israéliennes : territorialité et démographie

(l'édification d'une territorialité et la démographie comme carte maîtresse) ;

Stratégies palestiniennes : Droit et diplomatie

(Les soutiens extérieurs, la démocratie israélienne, nouvel instrument de combat et les facteurs déstabilisants les représentations israéliennes et palestiniennes) ;

Les perspectives

(la modification ou le maintien des modes traditionnels de souveraineté)

Introduction

« Jérusalem, Yeroushalayim, Al Qods ! Une cité trois fois sainte, objet historique des passions les plus hautes et les plus viles ; deux tiers d'israéliens, un tiers de palestiniens ; capitale éternelle et indivisible des premiers, capitale pour les seconds de leur futur Etat, dans sa partie orientale »¹. Ainsi peut effectivement se résumer la place particulière qu'occupe Jérusalem parmi les Lieux saints. Lieu sacré des trois grandes religions monothéistes des Juifs, Musulmans et Chrétiens, la Ville est au cœur d'enjeux et de rivalités de pouvoir sur un territoire exiguë (600 000 habitants sur une dizaine de km de diamètre) où chaque geste maladroit ou provocateur peut dégénérer en conflit meurtrier , faisant de Jérusalem un « baril de poudre » permanent. Ainsi en fut-il ainsi après les épisodes du percement d'un souterrain sous l'esplanade de la Mosquée en 1996² ou la visite d'A. Sharon sur l'esplanade des Mosquées en 2000³. Il y a une incontestable disproportion entre la superficie et la population concernées et les répercussions de ces incidents ; répercussions qui s'étendent à toute la planète. Cette ville des hauteurs de Palestine, où depuis un demi siècle Juifs et Arabes se disputent le terrain et les points forts de la topographie est symboliquement perçue par des millions d'hommes dans le monde comme enjeu d'une rivalité entre « occidentaux » et « musulmans », ces derniers considérant le Sionisme comme l'outil d'agression de l'Occident contre le monde islamique. Les puissances occidentales, surtout les Etats Unis d'Amérique apportent un soutien compréhensif à Israël compte tenu à la fois de la prégnance douloureuse du souvenir de la Shoah, et du poids culturel et économique des diasporas juives dans le développement de leurs sociétés. Jérusalem est au cœur du conflit israélo-arabe qui oppose schématiquement deux groupes majeurs, les Arabes et les Juifs, qui sont eux-mêmes divisés entre extrémistes⁴ et modérés⁵. Ces derniers, ont conclu en 1993 les Accords d'Oslo prévoyant la création progressive d'une autonomie palestinienne sur les territoires de Cisjordanie et de Gaza. Toutefois, le sort de Jérusalem est laissé en suspend, car proclamée capitale d'Israël, elle reste le principal obstacle à un compromis territorial israélo-

¹ Le Monde, Dossiers et documents, février 2003.

² Décidé par une obscure commission interministérielle de l'administration israélienne, le percement d'un nouvel accès au tunnel sous l'esplanade des mosquées le 24 septembre 1996 provoque non seulement des émeutes faisant 76 morts, mais aussi une réunion du Conseil de sécurité, un sommet extraordinaire des pays arabes, une conférence des pays islamistes...

³ Cette visite du nouveau Premier ministre israélien, considéré comme l'ennemi juré de Y. Arafat et de la cause palestinienne est ressenti comme une provocation par les palestiniens en provoque des émeutes qui donneront le coup d'envoi de l'Intifada Al Aqsa qui durent encore et totalise le bilan d'environ 3000 morts pour les trois quart palestiniens.

⁴
⁵

palestinien. A Jérusalem, se concentrent les juifs les plus religieux, avec au centre de la ville 150 000 Palestiniens qui s'accrochent avec un sentiment d'encerclement compte tenu de leur éloignement d'un futur possible territoire palestinien par l'arc des quartiers modernes juifs formant le Grand Jérusalem. Le risque d'explosion à Jérusalem tient à une possible insurrection des Palestiniens suivie d'une expulsion massive, ce qui serait la source d'un conflit majeur entre l'Occident et le Monde musulman.

Si une nombreuse littérature est consacrée à Jérusalem, l'intérêt de l'analyse proposée ici est d'en aborder la problématique sous l'angle nouveau de la géopolitique appliquée à une ville, enjeu symbolique majeur. L'observation géopolitique des populations et des peuples repose avant tout sur l'étude des représentations - manière dont un peuple (caractérisé par une langue, une religion, une culture, des origines, un territoire) perçoit fondamentalement ses voisins, son espace, son histoire⁶ – et des rivalités de pouvoir sur des territoires.

L'idée centrale de l'analyse géopolitique proposée ici est que Jérusalem fait désormais l'objet de représentations⁷ tout en restant un espace territorial. L'analyse s'appuie en effet aussi sur le postulat que la géopolitique procède naturellement de la géographie, matière dont on ne peut nier qu'« elle sert la guerre ». Cette remarque prend, dans le cadre d'une étude de sa géopolitique tout son sens avec le cas particulier de Jérusalem dont l'espace revêt des caractéristiques particulières. Le territoire est en effet réduit, accidenté et profondément vallonné représente une surface d'à peine 300 Km² conduisant les protagonistes à rivaliser à l'échelle d'un quartier, voire d'une rue⁸.

⁶ L'étude des représentations conduit à se poser les questions suivantes à propos du peuple étudié : avec ou sans langue commune, doté ou pas d'une présence plus ou moins homogène sur un territoire plus ou moins délimité, un ensemble d'individus se sent-il appartenir à une même destinée ? Des centaines de milliers, des millions ou un milliard d'individus ont-ils le sentiment de faire partie d'un même ensemble humain ? Manifestent-ils le désir de constituer une entité politique avec pour dirigeants certains des leurs ? Se représentent-ils une communauté de destin, une Histoire, un cheminement qui leur est propre ? Entretiennent-ils la même admiration pour des héros réels ou mythiques ? Vénèrent-ils les mêmes saints, haïssent-ils les mêmes ennemis séculaires, commémorent-ils les mêmes batailles ? Portent-ils le même regard sur tel territoire perdu, recouvert ou à reconquérir ?

⁷ Pourtant Jérusalem n'a pas toujours été l'objet de représentations ethniques, religieuses ou politiques. La ville est loin d'avoir toujours incarné la centralité nationale et civilisationnelle exacerbée que lui accordent aujourd'hui les protagonistes du conflit dont elle est l'épicentre. Toutefois, l'étude de l'histoire de Jérusalem permet de noter que la ville a fait l'objet, à deux reprises d'une instrumentalisation à des fins politiques, à grande échelle spatiale et démographique et de manière structurelle. Certes, tout sépare les deux projets, qu'il s'agisse des époques concernées, de la nature des projets géopolitiques ou encore des circonstances. Toutefois, ces projets ont comme dénominateur commun la sacralisation de Jérusalem. Au XX^{ème} siècle, c'est une lutte toujours plus acharnée pour la possession politique de la ville « redevenue » sainte et re conceptualisée comme telle. Ces deux projets géopolitiques sont rappelés par F. ENCEL et concerne pour l'un les musulmans et pour l'autre les juifs in « Géopolitique de Jérusalem », pp. 20-21.

⁸ Dans le cas du Mont Moriah ou du Saint Sépulcre, la promiscuité totale du territoire est réduite à la simple expression du m².

La question de la nature de l'espace concerné se pose d'autant plus qu'il fait l'objet de présentations, et donc de représentations différentes selon les protagonistes en cause. L'objet de cette étude est donc d'étudier les enjeux, d'établir les perspectives et de dresser les hypothèses avec un axiome acquis : Jérusalem demeure un enjeu primordial d'une rivalité de pouvoirs entre au moins deux peuples. Il est nécessaire d'établir avec précision ce qu'est Jérusalem, sur quelle surface elle s'étend et en vertu de quelle représentations mystiques ou identitaires. En outre, les rivalités de pouvoirs entre Israéliens et Palestiniens à propos des territoires concernés sont influencés par l'irruption récente d'une opinion publique de plus en plus présente. Cette analyse s'attachera en outre à respecter une certaine rigueur méthodologiques par le rejet de toute position partisane idéologique ou dogmatique et de tout déterminisme historique ou géographique ; renoncer à l'ethnocentrisme occidental. Elle tentera au contraire de plonger au cœur des représentations antagonistes pour les comprendre à la lumière du contexte conflictuel de Jérusalem et déceler les instrumentalisation.

Dans un premier temps, les enjeux géopolitiques seront retracés avant de s'attacher dans un second mouvement à montrer en quoi les stratégies des parties israéliennes et palestiniennes semblent aujourd'hui inconciliables.

Chapitre 1 : Les enjeux géopolitiques

Section 1 : Les espaces et les hommes

§1 : Les caractéristiques symboliques incontournables de Jérusalem

Pour les Israéliens et pour de nombreux Juifs dans le monde, Jérusalem est la capitale de l'État d'Israël, état de fait non reconnu par la communauté internationale qui n'a pas accepté l'annexion, en 1967, de la partie orientale et arabe de la ville. Située à 700 m d'altitude, entre les hauteurs de Judée, sur la voie de passage stratégique qui mène de la plaine côtière à la vallée du Jourdain, Jérusalem, qui compte aujourd'hui 525 000 habitants (dont 378 000 Juifs) est par excellence une ville surchargée de sens symbolique. Jérusalem et ses environs abritent en effet plusieurs lieux considérés comme sacrés par les trois religions monothéistes. Au temple de Salomon, centre spirituel du judaïsme, se sont ajoutés dès le triomphe du christianisme au IV^e siècle les lieux de la passion du Christ : l'église du Saint-Sépulcre, l'église de la Flagellation et la colline du Calvaire, la grotte du mont des Oliviers, le couvent du mont Sion, ainsi que la chapelle du tombeau de la Vierge à Gethsémani, l'église de la Nativité à Bethléem et celle de l'Annonciation à Nazareth. Au I^{er} siècle de l'islam, c'est le calife omeyyade de Damas Abd el Malik (685-705) qui édifia la mosquée attribuée par la suite à Umar I^{er}, le deuxième calife, afin d'imposer le pèlerinage de Jérusalem à la place de celui de La Mecque à un moment où cette dernière ville était occupée par un prétendant au califat. Abd el Malik renforça son argumentation par le fait que le voyage nocturne (mir'adj, l'échelle, c'est-à-dire l'ascension au ciel pendant sa deuxième prédication à La Mecque) du prophète Mahomet ou Muhammad se fit à partir de Jérusalem. Ainsi fut créé, après La Mecque et Médine, un troisième lieu saint pour l'islam, même si le lieu de pèlerinage musulman reste toujours La Mecque.

Dès le XIII^{ème} siècle durant les croisades, l'ordre des moines franciscains avait obtenu la custodie, la garde des Lieux saints chrétiens, mais ils devaient la partager avec les chrétiens orientaux, notamment les orthodoxes. Par les capitulations de 1673, la France se posa comme protectrice de la religion catholique en territoire ottoman, mais la Russie se fit à son tour protectrice des orthodoxes par le traité de Kainardji en 1774. Le problème des Lieux saints, en s'internationalisant, devint alors partie de la « question d'Orient », et le partage de l'église du Saint-Sépulcre entre catholiques et orthodoxes fut le prétexte de la guerre de Crimée. Lors des négociations sur la partition du Moyen-Orient pendant la Première guerre mondiale, le problème de la Palestine fut d'abord traité dans l'optique des Lieux saints, la France

réclamant à ce titre ce territoire. La Grande-Bretagne ne réussissant pas à y impliquer le Tsar, qui se déclarait satisfait de la possession promise de Constantinople et des Détroits ainsi que de l'Est anatolien, elle recourut à la cause sioniste et suscita la déclaration Balfour. Après la fin du mandat britannique sur la Palestine, l'internationalisation de Jérusalem, demandée par l'Organisation des Nations Unies, resta un vœu pieux. L'occupation de la ville par Israël en 1948 et en 1967 intégra la question des Lieux saints dans la question israélo-palestinienne. Cependant, tandis que la libération des Lieux saints musulmans de Jérusalem constitue toujours l'argument majeur pour la mobilisation de l'opinion publique musulmane contre Israël, la souveraineté israélienne sur les Lieux saints chrétiens entraîne les sympathies du Vatican pour la cause des Palestiniens, d'autant qu'une partie de ces derniers sont chrétiens.

§2 : L'enjeu démographique

Depuis l'annexion de Jérusalem-Est, le 27 juin 1967, les autorités israéliennes ont déployé des moyens importants pour faire démographiquement de la ville unifiée la capitale éternelle du pays⁹. La stratégie territoriale fut donc guidée dès le départ par un double objectif : la contraction de l'ékoumène arabe et le renforcement de la présence juive. Le premier objectif explique le tracé très sinueux des limites municipales orientales qui incluent le maximum de terres mais le minimum de villages, et donc d'habitants arabes, ces derniers se trouvant en Cisjordanie (Al Ram, El-Eizariya...). Le second objectif fut atteint par la construction d'un grand nombre de nouveaux quartiers, d'abord dans l'arc septentrional (Ramat Eshkol) puis dans l'espace cardinal (Ramot à l'ouest, Neve Yaakov au nord, Gilo au sud, Mizrah Talpiot à l'est). Les confins du territoire municipal ayant été humainement balisés, le gouvernement s'est attelé au cours des années 80 à une double tâche.

D'abord, développer la continuité territoriale entre les quartiers juifs en remplissant les blancs (projet de Pisgat Zeev). L'immigration soviétique a donné au gouvernement israélien des ressources humaines supplémentaires pour lancer de nouveaux programmes de construction (Har Homa au sud). Ensuite, effacer les vestiges de la ligne d'armistice, en particulier au cœur de la cité (Mamilla), pour réaliser l'unité urbanistique de la ville et manifester ainsi l'irréversibilité de l'unification unilatérale de 1967. Cette stratégie très cohérente a porté ses fruits puisque désormais 130 000 Juifs habitent à l'Est.

⁹ Juridiquement, et comme cela a déjà été souligné, aucun pays occidental, pas même les États-Unis, ne reconnaît ce fait. La résolution 242 adoptée par le Conseil de Sécurité des Nations Unies le 22 septembre 1967 exige d'ailleurs le retrait d'Israël des territoires occupés dont Jérusalem.

Bien que les Arabes aient vu leur espace se contracter fortement (le projet de construction de 7 500 logements a été en discussion durant dix ans), leur volume démographique a doublé depuis vingt-cinq ans, passant de 70 000 à 140 000 personnes. De plus, aux marges de Jérusalem, villes (Ramallah, Bethléem) et villages (A Ram, Hizma...) ont connu une expansion foudroyante qui s'inscrit dans une contre-stratégie : ceinturer Jérusalem-Est pour proclamer l'arabité de la ville, arabité que des groupes nationalistes juifs entendent contester jusqu'au cœur des quartiers arabes (Silwan, secteur chrétien et, surtout, musulman de la vieille ville).

Incontestablement, Israël est un petit pays, grand comme deux départements français moyen¹⁰. Ses terres utiles, c'est-à-dire cultivables, irrigables et susceptible de participer au développement économique ne couvrent que près de la moitié de son territoire, l'autre moitié étant essentiellement couverte par le désert de Néguev. De même que les espaces dont disposent les protagonistes de l'affrontement contemporain pour la possession sont réduits, les effectifs humains concernés sont assez modestes¹¹. La population d'Israël est numériquement faible par rapport à l'ensemble démographique arabe environnant. Ceci souligne le problème de la répartition sur le territoire, la population israélienne étant concentrée sur la bande côtière centrale formée par Ashod et Haïfa et la concentration urbaine autour du Grand Tel Aviv et un million d'Arabes regroupés en Galilée donnant une densité de 270 habitants au km²¹². Côté palestinien, la Cisjordanie regroupe environ 1 million 300 000 palestiniens avec 175 000 israéliens répartis sur les 144 implantations donnant une densité de 250 habitants au km² mais comporte d'importants espaces vides du désert de Judée et de la vallée du Jourdain. La forte densité et le poids de ces Palestiniens « de l'intérieur » sont également parfaitement illustrés par la Bande de Gaza, qui couvre 362 km², dont 250 km² sont effectivement peuplés par les Palestiniens auxquels s'ajoutent les 950 000 habitants des 16 implantations israéliennes. A cela s'ajoute une différenciation géographique fondamentale établie entre juifs et arabes tenant au dynamisme démographique, faisant croître la population à un rythme qui permet d'envisager un doublement de la population palestinienne tous les vingt ans¹³. Ce rythme d'accroissement à 3,5 % par an conduit naturellement à s'interroger sur ses implications géopolitiques à Jérusalem où chaque construction habitée compte.

¹⁰ Dans ses frontières reconnues en 1949, la superficie d'Israël était de 20 325 km², la superficie du Grand Israël lui donnant une superficie de 27 000 km².

¹¹ Israël compte en 1948 600 000 habitants, vite complétés par une immigration massive portant sa population des années 2000 à environ 6 millions. Il convient de prendre cependant en compte le tarissement des sources d'immigration juive provenant de la diaspora de 8 millions de Juifs dont 5,5 venant des Etats Unis.

¹² A titre de comparaison, la France a une densité de population d'environ 104 habitants au km².

§3 : Les sacralisations musulmanes et juives

Fort peu de sources révèlent un attachement particulier du nationalisme arabo-musulman pour Jérusalem avant le développement du sionisme politique. Dans les premières décennies d'implantation sioniste en Palestine (1881-1914), marqué par un effort de peuplement de type colonial et collectiviste, le nationalisme arabo-palestinien ne parut pas faire grand cas de Jérusalem avant sa mise sous tutelle britannique. Mais à partir des années trente, avec la montée de l'intérêt du mouvement sioniste incarné par WEIZMANN et BEN GOURION pour Jérusalem, le nationalisme arabe se « palestina » et commença à prendre le temps de la guerre une coloration plus islamique plaçant Jérusalem en tête de ses revendications¹⁴. De cette époque date sans doute la prise de conscience par opposition et en réaction, d'une possible chute de la Cité entre des mains non-musulmanes. Une fois l'essence de la Ville sainte recouverte par un pouvoir islamique, le thème de Jérusalem s'estompe parfois jusqu'à disparaître. Ce comportement humain peut paraître naturel mais souligne un attachement viscéral à géométrie variable. Ceci ne contribue pas à conférer à la cause palestinienne une crédibilité particulière, du moins aux yeux des Israéliens qui réfutent l'argutie palestinienne élevant Jérusalem au rang de capitale politique arabe (palestinienne) et musulmane dans tous les cas. En tant qu'Arabes et pour l'écrasante majorité en tant que musulmans, les Palestiniens revendiquent Al Quds comme capitale politique d'un Etat-Nation¹⁵.

Il apparaît qu'il existe un incontestable décalage entre le pays hébreu évoqué dans la Bible et l'Etat juif contemporain, l'entité politique des Hébreux antiques n'ayant que rarement pris la forme d'un territoire unifié, et plus rarement encore, d'un territoire clairement délimité. Les contours politiques du pays hébreux sont en effet fluctuants car relevant de deux prismes distincts d'observation¹⁶, la comparaison entre les deux entités - antique et contemporaine - faisant de Jérusalem un des dénominateurs territoriaux communs. Pourtant, la valeur sacrée de

¹³ Le taux de fécondité comparé en 2000 montre en effet un écart important entre les taux de fécondité des femmes israéliennes (2,3) et arabes palestiniennes ou vivant en Israël (4,5).

¹⁴ Pour la première fois, le caractère arabe d'Al Quds fut évoquée à l'occasion du IIIème Congrès palestinien réuni à Haïfa en 1920 sous l'impulsion du Grand Mufti El Hussein à la tête du mouvement arabe de Palestine.

¹⁵ Pour Y. Arafat, « Jérusalem est trois fois importante : pour les Palestiniens, les Arabes et les Musulmans » et en 1973, avant l'offensive d'Israël, il appelle à « délivrer la première des deux directions de la prière et la troisième des lieux saints ».

¹⁶ Ces deux prismes distincts d'observation sont pour l'un, axiomatique et par essence non discutable des expressions de Dieu liées par l'Alliance, et pour l'autre, empirique tenant compte de l'installation effective des tribus hébraïques dans les zones préalablement désignées de la Terre promise.

Jérusalem ne servit pas d'instrument de (re)conquête au mouvement sioniste¹⁷. Certes, pour les sionistes « authentiques », Jérusalem fait figure d'idéal absolu et est donc l'enjeu de leurs démarches pionnières et diplomatiques. Toutefois, l'unanimité sur un retour massif et immédiat des juifs en Palestine est loin d'être acquise parmi les théoriciens du sionisme¹⁸. De même pendant des siècles de diaspora, il n'y eut pas de véritable mouvement d'ampleur pour l'établissement des masses juives en terre ancestrale. C'est donc le projet géopolitique issu du sionisme qui restitua à Jérusalem la centralité nationale et politique qu'elle avait incarnée dix siècles d'Antiquité jusqu'à l'ultime défaite de 135 après Jésus Christ. Pendant la 1^{ère} guerre israélo-arabe (« guerre d'indépendance d'Israël»), les combats les plus violents ont eu lieu du côté juif et concernaient Jérusalem et son micro territoire promu comme enjeu à conquérir à tout prix. Après cela, la Guerre des six jours de 1967 fut une conquête véritable de la Sion originelle, Jérusalem et la Palestine toute entière étant la base du sionisme.

17 Comme le souligne F. ENCEL (op. cit. p.59), Déclaration d'indépendance de l'Etat d'Israël le 14 mai 1948 illustre la conviction de BEN GOURION, auteur du texte, que la terre d'Israël doit s'étendre sur la plaine côtière palestinienne à Tel Aviv et ses alentours.

18 Parmi les théoriciens du sionisme, il convient de citer le premier d'entre eux en la personne de l'écrivain juif hongrois THEODORE HERZL (1860-1904).

Section 2 : La concurrence des représentations

§1 : La dimension essentiellement spirituelle du cas chrétien

Le cheminement à la fois spirituel et géographique de Jésus de Nazareth, messager suprême du Christianisme, donne à Jérusalem ses véritables lettres de noblesse divine. Jésus le Galiléen n'a jamais cessé de parcourir la Ville Sainte comme en témoigne la relation du cours de sa vie dans les Evangiles. Comme sa vie, sa mort - issue du rejet par les autorités juives de ce « faux messie » et son exécution par les Romains - donnent un aspect maléfique à la Cité liée à la violence et à la corruption dénoncées dans les Evangiles. En témoigne la reprise par les évangélistes des malédictions lancées par les prophètes d'Israël à l'encontre de Sion dont Luc prophétise l'anéantissement¹⁹. Dans le même temps, le thème de la Jérusalem céleste qui sacralise une Jérusalem dématérialisée est repris d'abord dans l'Épître aux Hébreux, puis dans la liturgie qui associe la cité céleste aux idéaux de bonheur et de paix. En dépit de l'épisode éphémère de l'instrumentalisation politique de Jérusalem par les croisés, toute velléité quant à la possession physique et territoriale de Jérusalem se trouva ensuite délégitimée.

§2 : La construction progressive de la représentation palestinienne

L'étude de la construction progressive de la représentation palestinienne conduit naturellement à s'interroger sur l'ambivalence des villes saintes de l'Islam. Comme cela a déjà été dit, Al Quds-la sainte ne fut pas toujours désignée comme telle²⁰. En effet, La Mecque et Médine semblent bénéficier d'une valeur prioritaire parmi les cités d'Arabie. Mais Jérusalem est aussi sacrée pour l'Islam car elle représente, par certains épisodes liés à la révélation à Mahomet relatés dans le Coran notamment, le cadre géographique d'événements passés et futurs de première importance pour cette religion. La sacralité de Jérusalem est en effet consacrée par le verset énigmatique de la Sourate dite du « voyage nocturne »²¹. Dans l'esprit

¹⁹ cf. Evangile selon saint Luc, épisode de la tentation (LUC 21, 20-24), op. cit. p. 65.

²⁰ La dénomination ne date que de 966 de l'ère chrétienne. Aux premières heures de l'Islam, l'adoption du nom romain antique (Allia Capitolina, Illyia, « ville du Temple) fut imposée par l'empereur Adrien après l'écrasement de l'ultime révolte juive au II^{ème} siècle. Ce ne fut qu'avec la reconquête de Saladin sur les croisés et le vent d'euphorie mystique consécutif que la ville fut systématiquement qualifiée de « sainte et noble ».

²¹ F. ENCEL (op. cit. pp. 72-73).

populaire, Mahomet fit donc davantage en une nuit pour la sainte promotion de Jérusalem que tous les personnages de la Bible.

La question de savoir si les termes du Livre saint visent un emplacement déterminé à la façon du Judaïsme ou à la manière chrétienne un lieu céleste a trouvé comme réponse une interprétation proche de la vision juive. C'est en effet après l'intervention des premiers commentateurs pour reconstituer la scène et la situer à Jérusalem que la Ville sainte a acquis cette sacralité.

Abstraction faite de toute influence, l'Histoire offre quelques hypothèses pouvant expliquer comment Jérusalem est devenue, avant toute velléité géopolitique des régimes islamiques, si chère à une communauté musulmane qui a vu le jour assez loin de ses parages. Chacun s'accorde à reconnaître l'importance qu'ont revêtu, pour Mahomet, ses rapports avec les communautés juives d'Arabie. Il en a en effet d'une part subi les influences culturelles et culturelles, et d'autre part, il a successivement cherché, d'abord et sans succès, à se les concilier²² avant de les combattre. Dans tous les cas de figure, la logique prise en compte par les premiers musulmans de la terre des fils d'Israël par « contamination », esprit de compromis puis de compétition a conduit à un entretien de réminiscences rabbiniques dans la tradition islamiste qui renforce cet attachement musulman pour la Terre sainte des Juifs²³. A ses débuts, la sanctification de Jérusalem dans l'Islam se situait donc dans le prolongement du Judaïsme même si en définitive, elle relève avant tout de caractères théologiques propres à l'Islam.

Un autre aspect explicatif de la représentation du phénomène identitaire palestinien pose la question de savoir où le spirituel sert le politique.

Il est permis de douter que le peuple palestinien existât lorsque les premiers pionniers du sionisme politique parvinrent sur cette parcelle désolée de Syrie – Palestine, aux confins d'un Empire déclinant. Ceux-ci ne trouvèrent pas sur place une société bâtie sur des croyances, sur une identité cohérente et affirmée entretenant des représentations spécifiques, nationales ou pré - nationales. En effet, l'identité des Palestiniens était avant tout musulmane, et dans une moindre mesure, chrétienne²⁴. Souligner ce point ne délégitime pas la cause palestinienne car le rappel des circonstances récentes à l'origine d'une authentique conscience nationale palestinienne permet au contraire de démontrer la place et le rôle primordiaux de Jérusalem

²² Ainsi, la politique de Mahomet et de ses successeurs fut de favoriser la conversion de nombreux juifs.

²³ A titre d'exemple, durant les deux premières années de son exil à Médine, le Prophète fit prier ses fidèles en direction de Jérusalem.

²⁴ Il s'agissait d'une société arabo-musulmane, sunnite, de langue arabe et de type clanique et villageois traditionnel, ou moins sédentarisée chez les bédouins.

comme élément fédérateur de cette naissance²⁵. Certes, le nationalisme arabe apparut et se développa dans les ultimes décennies du XIX^{ème} siècle (et même avant en Arabie avec les Wahhabites) pour s'émanciper de la férule ottomane. Cependant, ce Nationalisme arabo-musulman se présentait surtout comme un panarabisme et dans une moindre mesure un panislamisme. En effet, il n'y a pas de velléité spécifiquement palestinienne avant les années 40 au moins. Il n'y eut pas non plus de front uni palestinien dans la 1^{ère} guerre israélo-arabe entre 1947 et 1949 car les militants sont éparpillés. Née tardivement en 1964, l'OLP n'est au départ qu'un instrument politico-militaire entre les mains de Nasser pour recruter des Fedayins et limiter les pertes de l'Égypte. A partir de l'été 1967, Arafat pousse à une infiltration en territoire cisjordanien pour des actions de guérilla qui se solde par un échec en raison notamment du rejet par une population indifférente à leur cause. De cette période date certainement la construction d'une identité palestinienne dans les territoires et camps de réfugiés des États voisins fondée notamment sur le rejet de la présence militaire non arabe. Cette domination israélienne renforce le sentiment d'appartenance à une communauté et cimente l'unité pré nationale. La lutte contre l'occupation israélienne qui fonde l'Intifada (« guerre des pierres ») se révèle être le ciment de cette identité palestinienne en construction. Parmi les thèmes fédérateurs de la conscience nationale palestinienne, Jérusalem occupe une place centrale corrélativement au thème de la réalité de l'ennemi israélien. Même après 1948, plusieurs milliers d'arabes de Palestine fuient la partie occidentale, alors que beaucoup restent dans la partie orientale auprès des lieux saints chrétiens et musulmans. A partir de 1967, lorsque Jérusalem tombe sous souveraineté israélienne, c'est à dire entre des mains non arabes, une cristallisation des passions autour de la Cité va se développer d'autant plus rapidement qu'Israël amorce une politique de peuplement juif efficace et rapide, façonnant ainsi Jérusalem à sa convenance urbaine et démographique. Ce phénomène est certes non qualifiable mais a pu être identifié par la mise en exergue du martyr à partir de la fin des années soixante dix de cette Ville sainte symbole même de la cause palestinienne. Dans une société traditionnelle et conservatrice, dans laquelle les imams surfent sur la vague montante du fondamentalisme religieux, il a conduit au développement de la conscience nationale palestinienne comme référent politique et spirituel au cœur de trois sphères identitaires que sont l'islam, l'arabité et le fait palestinien.

²⁵ Le Congrès général syrien rassemblant pour la première fois les représentants des populations de Palestine, de Syrie et du Liban qui se tint le 02 juillet 1919 adopta à l'unanimité une résolution refusant les prétentions sionistes de créer un « Commonwealth » juif en Palestine.

Si Jérusalem représente un enjeu important pour la cause palestinienne face à Israël, elle n'en revêt pas moins une importance aussi grande vis à vis des « frères arabes ». Depuis le XVI^{ème} siècle, la nostalgie des temps glorieux est partie intégrante de la civilisation arabo-musulmane, nostalgie entretenue par les dynasties glorieuses des capitales arabes (Damas, Bagdad, Le Caire). Tenant compte de cette représentation quasi mystique entretenue, la nation palestinienne en gestation désirant s'ériger en Etat doit, pour asseoir sa crédibilité, élire une capitale digne de ce nom une cité phare avec une histoire ayant une forte symbolique (réelle ou mythifiée) et située au cœur du territoire de la nation. Cette nécessité doit permettre de se dégager de l'influence dominatrice des autres nations arabes.

Instrumentalisée par la quasi-totalité des « frères arabes »²⁶, la cause palestinienne est nécessairement compromise à chaque défaite arabe²⁷. En réalité, les palestiniens ne parviennent pas à se défaire de l'influence dominatrice des autres nations arabes qui s'accompagne parfois d'un certain mépris²⁸. Par souci de crédibilité, d'une réelle indépendance vis à vis des causes nationalistes arabes et de prestige dans la construction d'une nation palestinienne, la recherche d'une capitale est un enjeu important. Or ni Gaza, ni Naplouse, ni Hébron ou Bethléem ne présentent le prestige ou l'aspect emblématique suffisants. Seule, par sa centralité politique, humaine et religieuse, Jérusalem apparaît comme la capitale idéale de l'Etat palestinien souhaité.

§3 : La représentation juive

La représentation juive de la Terre sainte fait de Jérusalem à la fois un espace sanctifié (« Jérusalem cité ») et une partie de l'espace sanctifié (Eretz Israël). L'observation des représentations sacralisatrices de la cité judéenne doit prendre en compte un incontournable aspect territorial consubstantiel de la centralité de Jérusalem sans en faire l'élément exclusif, ni mettre en exergue le mode qualitatif sur lequel la ville est sanctifiée. La géographie théologique présente dans les Ecritures est l'une des nombreuses caractéristiques qui différencient le judaïsme et les autres monothéismes religieux. Le territoire est au cœur des représentations fondatrices du Judaïsme et est plus qu'un simple corollaire du périple hébreu²⁹. Ainsi, le Temple (Beth Hamikdash), site des cultes et résidence matérialisée de Dieu sur Terre confère incontestablement à Jérusalem, dans le Judaïsme, ses lettres de

²⁶ Egypte, Irak, Syrie, Arabie saoudite...

²⁷ cf. la position difficile de Y. Arafat allié bon gré mal gré de l'Irak dans la deuxième guerre du Golfe.

²⁸ F. ENCEL (op. cit. p. 82)

noblesse. Par ailleurs, l'attente du Messie rédempteur dont la venue ne peut advenir qu'à Jérusalem conduit les Juifs exilés à s'engager collectivement deux fois par an (à l'occasion du Nouvel An et de la Pâques juive) à promettre de se retrouver « l'année prochaine à Jérusalem ». Ces promesses soulignent l'engagement à respecter des commandements qui doivent hâter la venue du Messie à Jérusalem. Cette sacralité intrinsèque de Sion conduit naturellement les Juifs à considérer Jérusalem comme « ville -symbole » et premier signe de sa rédemption grâce à sa libération et à son administration souveraine.

²⁹ Jérusalem au cœur d'Eretz Israël F. ENCEL (op. cit. p.86).

Section 3 : Les contre - représentations

§1 Les contre – représentations palestiniennes à l’encontre des Israéliens

Les arguments développés par leurs dirigeants ont une influence sur les prises de décisions et les comportements populaires des Palestiniens à l’égard de la présence juive sioniste en Palestine. Parmi les grandes représentations, on omet trop souvent celle, schématiquement esquissée, selon laquelle les juifs ne représenteraient pas un peuple et donc qu’Israël n’a pas lieu d’être et que Jérusalem ne devrait donc pas se trouver sous sa tutelle³⁰. Cette contre représentation est essentielle, mais méconnue ou passée sous silence, pour appréhender (au-delà des manichéismes et des considérations politiques liées au conflit arabe) l’incompréhension fondamentale entre la société arabe de Palestine et premiers groupes juifs sionistes à Jérusalem et dans toute la région. Car les sionistes se représentent comme « revenant » en Eretz Israël, comme membres d’un « peuple » avec les symboles qui s’y rattachent, les aspirations territoriales et les attributs concrets de souveraineté. Issus de toutes les régions du monde pendant les années 1900-1930, les « nouveaux » juifs sionistes sont différents de la représentation traditionnelle et finalement paisible que se faisaient les Arabes de Palestine, négociants chrétiens, nationalistes arabes et autres simples fidèles arabes³¹ des Juifs déjà présents. Les mœurs et les modes de pensée de ces nouveaux arrivants ont pour les Arabes de Palestine des aspects à la fois stupéfiants et inquiétants qui provoque leur rejet catégorique³². D’abord étrange, rapidement perçue comme provocante, voire comme sacrilège, la présence des « nouveaux Juifs » devient alors très vite intolérable compte tenu, d’une part de l’accroissement considérable de leur nombre (notamment dans les années 1920-1930), et d’autre part, par l’acquisition d’une tonalité politique et nationaliste de leurs

³⁰ Cf. Mahmud DARWICH, proto ministre palestinien de la culture dont la formule « Cent nationalités, une religion, aucun peuple » est une bonne expression de cette représentation palestinienne et arabe.

³¹ Pour les Arabes de Palestine, il y a 2 sortes de Juifs : les commerçants d’une part, le plus souvent itinérants et ne passant que quelques mois à Jérusalem ; et d’autre part, quelques milliers d’orthodoxes résidant principalement à Jérusalem avant l’arrivée des premières vagues d’immigration sioniste des années 1880-1904. Ces derniers vivent confinés dans des quartiers ghettos de la Ville sainte, restent à l’écart des aléas politiques avec pour seule revendication la liberté de pratiquer leurs coutumes ancestrales et de faire du commerce.

³² Les « nouveaux Juifs » ont en effet des mœurs et des modes de pensée et de vie qui tranchent avec ceux des orthodoxes et des juifs traditionnels. Ils apparaissent, pour les autochtones arabes comme des Juifs hybrides, ne parlant pas le judéo-arabe mais s’exprimant dans le langage de leurs prières. Leur établissement en mode collectiviste, égalitaire, démocratique au sens athénien du terme et misogame (mettant en cause la structure familiale traditionnelle) est notamment illustré par l’implantation du Kibboutz Ramat Rakhel en 1926. Pour les Arabo-musulmans conservateurs, ce système socio-économique, philosophique et relationnel paraît tout à fait révolutionnaire et met en cause leur société traditionnelle.

aspirations. La dimension idéologique cristallise l'exaspération des Arabes de Palestine. Une argumentation est développée autour de la question de savoir si ces « nouveaux Juifs » forment bien un peuple alors même que les autochtones arabes notent que pas deux d'entre eux ne viennent du même pays ni ne parlent la même langue ou n'ont des coutumes semblables³³. De surcroît, ces nouveaux arrivants sont considérés par les vrais Yahud comme des Juifs sacrilèges et blasphémateurs tout droit surgis de l'Occident chrétien, tenant un discours politico-spirituel incohérent et truffé de contradictions, manifestant des comportements socio-économiques inconnus et des prétentions territoriales notamment sur la Ville sainte Al Quods. Autant de caractéristiques détestables aux yeux des autochtones palestiniens et de rejets comme musulmans qui représentent 80% d'entre eux à cette époque. Cette diversité des « nouveaux Juifs » va conduire notamment l'O.L.P. à développer une argumentation tendant à faire de la notion même de peuple juif une vaste supercherie³⁴. De nature principalement revendicative dans la stratégie d'O.L.P., cette argumentation se nourrit de la conviction qu'il existerait derrière l'Etat Nation d'Israël une sorte de d'internationale de la religion juive, conviction argumentée par les appels systématiques des leaders israéliens à la solidarité indéfectible du peuple juif, en dépit de sa dispersion géographique et au-delà de la réticence de sa majorité à « rejoindre » la patrie³⁵. L'expression laïque et nationaliste des leaders israéliens est considérée comme le masque de « l'ineptie » supposée de la réalité d'un peuple juif, par conséquent de son droit sur cette terre (incluant Jérusalem) revendiqué. Il s'agit donc d'une véritable tentative de délégitimer à la source l'entreprise sioniste visant à souligner l'invalidité des prétentions israéliennes³⁶ qui demeurent prégnantes dans les représentations actuelles³⁷. L'illégitimité d'un nationalisme juif regroupant des Juifs sionistes relevant de plus de cent nationalités est une représentation centrale dans les sociétés arabo-musulmanes en Palestine notamment et à Jérusalem tout particulièrement.

De la supercherie au complot sioniste instrumentalisé par l'impérialisme occidental et chrétien, le pas est vite franchi par les tenants du nationalisme arabe et palestinien en plein essor dans les années 1950-1960. Cette représentation s'appuie sur l'idée que l'impérialisme

³³ Les questions qui se posent alors pour les Arabes de Palestine sont les suivantes : De quel droit les gens du Livre s'affirmeraient-ils, se découvriraient-ils une identité nationale ? Sur quelle légitimité se fonderaient-ils pour revendiquer une Terre revendiquée mais non foulée depuis des siècles, pour réclamer bientôt Jérusalem au titre des Royaumes antiques sans respecter les fondements politiques ou théologiques ?

³⁴ Charte de 1964 à nouveau exprimée en 1968, voir l'article 20 cité par F. ENCEL (op. cit. p.120).

³⁵ Cf. Ben Gourion cité par ses adversaires arabes in F. ENCEL (op. cit. p.103).

³⁶ Voir les citations in F. ENCEL (op. cit. pp.103-104) .

³⁷ La question de l'actualité de ces affirmations est confirmée par F. ENCEL qui souligne la permanence de l'adhésion des organisations et des masses, un demi siècle après la création de l'Etat d'Israël, imprègne le processus de négociation entre israéliens, et arabes palestiniens. (op. cit. p. 104).

américain, succédant à l'impérialisme européen contraint de se retirer, aurait établi avec Israël une tête de pont, une enclave occidentale et capitaliste au cœur du monde arabe. L'Etat juif est considérée comme une création inique et arbitraire du club occidental que représente l'Organisation des Nations Unies sur la base moraliste des persécutions nazies dont les Arabes innocents paient les conséquences. Dans cette perspective, Israël serait une base avancée, le « porte-avions » impérialiste maintenu et entretenu par la base mère américaine et son puissant lobby juif, « cancer » au sein du monde arabe dont il freinerait l'unité et la libération en s'appropriant par la force leurs territoires³⁸. Pour les tenants de cette ligne laïque nationaliste et anti-impérialiste, les Arabes de Palestine ont perdu le contrôle politique et la propriété physique de leur terre dès l'alliance conclue entre l'impérialisme occidental et notamment britannique et la colonisation sioniste après la déclaration BALFOUR. Cette alliance des impérialismes passés et actuels contre le monde arabe et la Palestine est une idée centrale dans les représentations anti-sionistes tournant autour des nouveaux croisés³⁹. Enfin, et en marge et à l'ombre de l'antisémitisme arabe et nationaliste des années nassériennes, l'élaboration d'un véritable argumentaire dans les mosquées et instituts islamiques, visant au même objectif de dé-légitimation du sionisme comme idéal de libération nationale d'un peuple, sur la base d'arguments et de propositions sensiblement différents de ceux avancés par les laïcs. Il est là fait référence au douloureux passé des croisades, où les Arabes étaient divisés face aux envahisseurs venus d'Occident⁴⁰.

§2 : Les contre-représentations israéliennes à l'encontre des Palestiniens

Il est surprenant de constater que le mouvement sioniste ne s'intéresse au nationalisme arabe qu'après la Déclaration Balfour, dans l'urgence de la première révolte arabe de 1929, ponctuée par les pogroms meurtriers de Hébron et de Safed. L'état d'esprit des premiers sionistes est bien résumé par la formule de THEODOR HERZL, père du sionisme politique (« Une terre sans peuple pour un peuple sans terre »), illustrant l'esprit pionnier d'une

³⁸ Ainsi, la disparition d'une période honteuse et cruelle de l'histoire mondiale aurait coïncidé avec la naissance, à la charnière de l'Afrique et de l'Asie, d'un nouveau produit de l'impérialisme américain et d'une variété nouvelle de colonialisme raciste. Dans cette optique, la Palestine est une anomalie, une déviation radicale dans le courant de l'histoire contemporaine. La conquête de l'autodétermination se heurte à l'impossibilité pour la Palestine de s'opposer à la colonisation systématique. Voir en ce sens F. ENCEL (op. cit. p. 104)

³⁹ Cf. La Charte nationale palestinienne qui définit la théorie nationaliste arabe comme le « fer de lance » et « l'avant-garde » de l'impérialisme Voir en ce sens F. ENCEL (op. cit. p. 107) et la résolution 3379 de L'assemblée générale des Nations Unies assimilant le sionisme au racisme qui constitue un incontestable succès diplomatique pour les Palestiniens et les Arabes, texte ne confère au sionisme que le statut d'idéologie négative, raciste et lui ôte son référentiel essentiel : la Nation.

⁴⁰ F. ENCEL (op. cit. pp. 108-109)

« Amérique » aux espaces infinis, accueillant à bras ouverts toutes les bonnes volontés, toutes les immigrations et tous les peuples sans terre. Cette vision d'une Palestine « vide » n'est pas, objectivement, exempte de sincérité de la part des théoriciens et des premiers sionistes. Les territoires ne sont certes pas exempts de présence humaine, mais n'abritent pas de société structurée, avec ses valeurs, ses fondements culturels et culturels et ses référents historiques⁴¹. Lorsqu'il devint manifeste qu'une population vivait en Palestine, la représentation colonialiste du progrès apporté aux autochtones s'exprima majoritairement au sein du mouvement sioniste chez les dirigeants socialistes du YISHOUV et dans le discours travailliste, dès les premiers dirigeants⁴². Avant que l'affrontement judéo-arabe ne prenne la tournure sanglante d'une guerre civile, larvée puis ouverte, avant 1936, c'est sur la base de cet apport d'un progrès pour les populations arabes de l'implantation sioniste que sont tentées des conciliations des conciliations entre les leaders du YISHOUV et les nationalistes arabes⁴³. L'échec séculaire de la gauche sioniste et israélienne est cependant patent. Sur le terrain en effet, l'incompréhension entre la bonne volonté nationaliste et « progressiste » des colons sionistes et le traditionalisme des notables arabes s'illustra par de nombreuses rencontres infructueuses⁴⁴. En dépit du caractère traditionnel, voire nationaliste, donc éminemment politique et idéologique des représentations palestiniennes, les cadres et dirigeants sionistes puis israéliens semblent n'avoir jamais abandonné l'idée de se faire accepter en Palestine en contrepartie des apports matériels et de progrès socio-économiques. De même, sur la dimension territoriale et identitaire du conflit, ils essaient de détourner l'attention des adversaires arabes.

⁴¹ Une telle représentation sur la vacuité des terres à coloniser s'inscrivait parfaitement dans le courant colonialiste européen de cette fin du XIX^e siècle, les terres colonisables étant considérées comme vierge car non « blanches » et par conséquent disponibles.

⁴² L'apport considérable de l'entreprise de l'entreprise sioniste à la population sur place est mis en avant dès 1861 par MOSES HESS qui est convaincu que les Juifs d'Europe occidentale seraient accueillis à bras ouverts par les Arabes de Palestine grâce à leur contribution au progrès économique et social. Trente ans plus tard, dans son ouvrage « Terre ancienne, terre nouvelle », THEODOR HERZL reprend la même argumentation en écrivant « pourquoi considérer comme un voleur celui qui vient à vous les mains pleines ? ».

⁴³ Parmi ces tentatives de conciliations, il est possible de citer ici la rencontre en 1918 à Amman entre le Président exécutif sioniste AMAN et l'EMIR FAYÇAL, alors chef incontesté du mouvement nationaliste arabe et prétendant au trône de Syrie. Ces deux dirigeants s'entendent sur l'accueil d'habitants en Palestine à condition que les progrès sionistes ne fassent qu'améliorer le sort des Arabes. Mais l'EMIR FAYÇAL ne semble pas au fait des réalités en Palestine où les éléments nationalistes hostiles au sionisme refusent d'accepter l'accord. Les Arabes locaux refusent en effet la Déclaration Balfour comme une atteinte à leur droit à une souveraineté arabe et musulmane. Les plus modérés proposent, au mieux, d'installer une minorité juive plus ou moins autonome sur un territoire demeurant arabe.

Il est possible aussi de considérer comme plus significatives les tentatives menées en 1933-1934 par BEN GOURION et MOUSSA ALAMI (nationaliste arabe procureur général dans l'administration britannique). Ces négociations ont très clairement échouées sur la contestation des « bienfaits » apportés par les Juifs aux Arabes.

⁴⁴ Voir en ce sens F. ENCEL (op. cit. p.115) qui cite « La tour d'Ezra » d'ARTHUR KOESTLER. Dans ce roman, un jeune sioniste tente de convaincre un habitant du village arabe voisin des bienfaits de son idéal pour son peuple.

Les discours alors tenus⁴⁵ sont typiques du « progressisme sioniste », auquel répond la priorité absolue des Palestiniens à la souveraineté sur un territoire cohérent et que l'ayant obtenu, ils pourraient éventuellement et librement engager des négociations de tous ordres, notamment économiques, d'Etat à Etat⁴⁶. La contestation de la spécificité palestinienne a longtemps imprégné les représentations sionistes. Certes, les théoriciens, stratèges et architectes du sionisme et de l'Etat d'Israël ont remporté d'incontestables succès, eu égard aux objectifs initiaux, aux difficultés rencontrées et à l'hostilité de l'environnement. Cependant, cette contestation de la spécificité palestinienne constitue une erreur de perception majeure entretenue par les sionistes d'abord puis par les Israéliens jusque dans les années 1990 au moins⁴⁷. L'incompréhension, l'hostilité et la haine viscérale des Arabes de Palestine à l'encontre du Sionisme et d'Israël ont sans nul doute contribué à faire de ces Arabes de Palestine des Palestiniens proprement dits. Il y a un décalage entre la représentation de soi des Palestiniens et la représentation qu'en ont les Israéliens. Jusqu'en 1967, la teneur identitaire n'a guère variée : les Arabes de Palestine étaient pour les uns des citoyens israéliens, pour les autres des sujets jordaniens et pour d'autres encore des résidents apatrides sous tutelle égyptienne, voire des réfugiés issus du Liban et de Syrie.

La question d'une identité proprement palestinienne ne se posait même pas pour les Israéliens pas plus d'ailleurs que pour les Etats arabes limitrophes d'Israël. Même après le bouleversement de la Guerre des Six Jours, les Palestiniens cherchèrent en conséquence des

⁴⁵ C'est ainsi que SHIMON PERES développe l'idée d'un « Nouveau Moyen-Orient » fondée sur les progrès apportés par le travail dans les usines et le tourisme, les avantages matériels et de confort au regard desquels les territoires les territoires n'incarneraient plus qu'une valeur symbolique, identitaire et stratégique d'un autre âge.

⁴⁶ Ce phénomène est très manifeste à Jérusalem dans l'action de TEDDY KOLEK, maire de Jérusalem entre 1965 et 1993. En 1967, après la « réunification », la surface de Jérusalem est décuplée et voit sa population augmentée d'un tiers (essentiellement des Arabes de la partie est jordanienne et des villages cisjordaniens). Durant ses vingt six années de « règnes », le Maire TEDDY KOLEK mène une politique volontariste d'améliorations de infrastructures et du confort des Arabes défavorisés, destinée à améliorer l'entente entre les communautés et maintenir la concertation pendant les périodes de crise. Un certain défaut d'explication et une certaine inadéquation aux désirs identitaires de la population palestinienne conduisent au boycott des administrations arabes de Jérusalem (qui représente 25% du corps électoral) et expliquent la défaite du Maire TEDDY KOLEK, battu par le LIKOUUD de manière écrasante. Voir en ce sens F. ENCEL (op. cit. pp. 117-118 et l'illustration de la thèse « reconnaissance contre paix et progrès »).

⁴⁷ Les discours officiels sionistes et israéliens soulignent l'absence de prise en compte, volontaire ou non, de la naissance d'une conscience spécifique était née, se développait et s'enracinait à leur propre contact honni, en dépit de réalités objectives. En témoignent par exemple les déclarations d'abord du leader nationaliste ZEEV JABOTINUKI (au congrès sioniste (1921) il explique que les Juifs ne pourraient s'établir en Palestine avec le consentement des Arabes, à l'instar des Blancs en Amérique du nord qui n'avaient pas l'accord des Indiens. Cette déclaration provoque le scandale des délégués présents, même si cette thèse rejoint sur le fond l'opinion exprimée en 1929 par BEN GOURION à l'occasion d'une rencontre avec BRITISH SHALOM (Voir en ce sens les citations reproduites par F. ENCEL (op. cit. p. 119).

solutions au problème des territoires sur une seule base inter étatique traditionnelle⁴⁸, excluant toute vision humaine ou nationale de la question palestinienne au profit d'une vision strictement territoriale⁴⁹.

L'observation de la vie politique en Israël montre que le Likoud et les Travailleurs partagent en fait une même représentation de l'inexistence de ce peuple de Palestine⁵⁰. Dans un cas comme dans l'autre en effet, et malgré les récriminations de la gauche pacifiste israélienne, la cause palestinienne est perçue comme une chimère, y compris lorsque le Premier ministre SHIMON PERES signe avec HUSSEIN DE JORDANIE l'accord de Londres en 1985. La question qui se pose est sans doute de savoir si d'une part l'Intifada et d'autre part le processus de paix engagés après les Accords d'Oslo constituent un tournant majeur dans la représentation israélienne des Palestiniens. La réponse semble être un « oui, mais ». En effet, les Palestiniens ont vu leur existence en partie légitimée d'une part par l'Intifada⁵¹ et d'autre part par les Accords d'Oslo⁵². Cependant, des réserves et des nuances de taille continuent d'être exprimées par les Israéliens, notamment à propos de Jérusalem et force est de constater que la rue israélienne continue à parler des « Arabes » et non de « Palestiniens ».

⁴⁸ Ainsi, en août 1967, le gouvernement ESHKOL propose à la Jordanie, l'Égypte, et la Syrie des pourparlers sur le mode « Paix contre Territoire » excluant cependant Jérusalem-Est comme l'exclura en 1970 le Plan ALLON. Dans cette optique et jusqu'aux Accords d'Oslo de 1993, les Palestiniens ne formèrent qu'une masse amorphe, un poids mort, un élément passif de la négociation.

⁴⁹ En définitive effectivement, pendant les « années de plomb » entre 1967 et 1977, la cause palestinienne ne devint rien d'autre aux yeux d'Israël qu'un subterfuge idéologique d'autant plus spécieux et illégitime que les représentants palestiniens, toutes obédiences confondues, appelaient haut et fort à l'anéantissement d'Israël.

⁵⁰ Aussi singulier que cela puisse paraître, l'arrivée au pouvoir des nationalistes du Likoud n'a guère entraîné de modifications radicales dans cette représentation. Par souci de pragmatisme, les Travailleurs souhaitent se débarrasser des masses arabes encombrantes en les « restituant » à un État arabe et modéré – d'où l'extraordinaire persistance de « l'option jordanienne », pourvu que celui-ci n'utilise pas les zones en question à des fins belliqueuses tandis que le Likoud se préoccupait essentiellement de la valeur et de la possession de la terre. Pour les Likoudniks, le fait que les populations étrangères – c'est à dire non juives – vivent sur les territoires sacrés d'Eretz Israël ne change pas fondamentalement les données du problème. A la limite, les Arabes ne « dérangent » pas s'ils acceptent la souveraineté israélienne, l'intérêt étant par ailleurs de peupler la Judée-Samarie de juifs, de manière à ce qu'ils y deviennent à plus ou moins long terme majoritaires.

⁵¹ L'Intifada constitue en effet la première véritable révolte massive et populaire contre la présence militaire israélienne.

⁵² Signés à Washington le 13 septembre 1993, ces Accords ont effectivement participé à la légitimation du peuple palestinien par la reconnaissance par le pouvoir israélien de l'O.L.P. comme son seul et unique représentant et aussi parce que la philosophie élémentaire des négociations s'appuyait notamment sur des contacts directs avec le représentant reconnu du peuple palestinien.

Chapitre II : Des stratégies inconciliables

Section 1 : Stratégies israéliennes : territorialité et démographie

§1 : De l'édification d'une territorialité

Les responsables israéliens ont pris conscience dès après la guerre pour l'indépendance (1947-1949) de la position très vulnérable de Jérusalem qui ne disposait alors que d'un accès routier unique. La route et sa représentation salutaire vont jouer un rôle prépondérant dans l'élaboration du nouvel espace occidental de Jérusalem. Dès lors, le désenclavement de Jérusalem va devenir un souci quasi-obsessionnel des états-majors avant de devenir une réalité à partir de 1967 d'abord par l'élargissement du corridor à l'ouest de la ville. Après la victoire de 1967 en effet, une nouvelle stratégie territoriale est mise en place visant à développer Jérusalem désenclavée et à éviter son asphyxie. Désormais, trois voies rapides depuis trois points différents de la métropole réunifiée vers l'ouest la relie au reste du pays et l'ancre donc fermement au territoire national israélien. Ces efforts ont renforcé la démographie du corridor élargi de manière spectaculaire faisant passer la population de 28000 en 1967 à 60 000 en 2000. Ce peuplement sera d'ailleurs facilité par les implantations encouragées par les gouvernements successifs, y compris par la coalition de gauche RABIN-PERES entre 1992 et 1996.

Un effort de désenclavement par l'Est va également être conduit plus tardivement qu'à l'ouest et avec une problématique différente : il ne s'agit plus de l'élargissement d'un corridor, mais a contrario, de la constitution d'un corridor démographique devant permettre simultanément un désenclavement de proximité et une ouverture vers les deux grandes régions du pays que sont la Galilée et le Néguev. S'agissant d'abord du désenclavement de proximité, un véritable plan global pour parvenir à la réunification de la ville décidée après 1967 va être mis en œuvre. Confronté à la réalité de la présence arabe importante aux portes de Jérusalem, le gouvernement israélien va entreprendre de casser cette pression démographique par une implantation de colons juifs dans un rayon de vingt kilomètres autour de Jérusalem Est réunifiée pour créer une nouvelle réalité ethnico territoriale. Les localités ainsi nouvellement créées constituent les éléments planifiés d'un plan global, pas seulement stratégique et pragmatique mais aussi idéologique. Il s'agit bien en effet de fissurer le bloc ethnico territorial palestinien, de structurer l'espace, de tisser un maillage de plus en plus dense en Cisjordanie et à Gaza. Cette stratégie de désenclavement proche de Jérusalem Est

s'accompagne également d'une volonté de relier Jérusalem aux deux uniques grands réservoirs humains d'Israël que sont la Galilée et le Néguev. Cette stratégie repose sur l'idée que si la liaison entre Jérusalem et Tel Aviv assure à la première un développement économique, la création d'une liaison directe avec la Galilée et le Néguev confère à Jérusalem une véritable stature territoriale de capitale et instaure la représentation valorisante de sa centralité en pays juif.

Cette stratégie territoriale de désenclavement, menée de manière continue, méthodique et volontaire⁵³ dès la fin de la guerre en 1967, a transformé le cul de sac fastidieux voire dangereux d'accès qu'était Jérusalem en un nœud routier primordial et un espace capital dans la représentation du pays juif. Les lignes directrices qui présidèrent à l'élaboration de cette nouvelle territorialité de Jérusalem réunifiée et capitale de l'Etat juif n'ont varié à aucun moment, et jusque dans l'euphorie des Accords d'Oslo. Cette politique continue d'édification du Grand Jérusalem souligne le rapport stratégique qui lie espaces et territoires. L'annexion d'un nouveau territoire hiérosolymitaire en juin 1967 n'a en effet pas été effectuée de manière neutre ou par désinvolture, pas plus que les nouvelles limites municipales n'ont été tracées au hasard. En réalité, les limites de la ville réunifiée se fondent sur une double base géographique et démographique. Les contours de la ville ont en effet été établis de manière à intégrer le maximum de territoire tout en absorbant le minimum de populations arabes, voire pour celles malgré tout intégrées à les fractionner pour en disloquer le tissu démographique et citoyen par l'introduction de zones denses de peuple juif, afin de mieux le contrôler, et interdire une continuité territoriale pouvant constituer un atout de poids dans le cadre d'éventuelles négociations sur le statut politique de la cité. Le système de planification et d'édification des nouveaux quartiers juifs de Jérusalem Est présente des caractéristiques authentiquement géostratégiques, même si elles se rapportent à des espaces fort réduits (370 km²) et même si la cité bénéficie par ailleurs de protections extérieures (corridors, implantations...). En effet, il était essentiel de tenir compte de l'éventualité de combats qu'un ennemi extérieur ou intérieur pourrait engager pour la possession de la ville. Les points de peuplement israéliens implantés à partir de 1967 répondaient donc à deux à deux critères défensifs précis : d'une part, dominer en surplomb pour un meilleur contrôle du

⁵³ Une commission interministérielle chargée du dossier de la Jérusalem réunifiée fut mise sur pied cinq semaines après la fin de la Guerre des six jours par le Premier ministre ESHKOL, commission dont le Maire d'alors TEDDY KOLLEK faisait partie et qui élaborait une politique locale et globalisante visant à pérenniser le nouveau statut de ville unifiée et à renforcer la souveraineté israélienne pour empêcher tout retour au statu quo ante.

terrain et une portée ainsi qu'une précision de tir bien supérieures,⁵⁴ et, d'autre part, résister par la compacité du positionnement topographique grâce à l'édification des constructions de la « ligne sable »⁵⁵ formant une véritable forteresse⁵⁶.

Aux éléments essentiels, déjà cités, expliquant la vision géopolitique et géostratégique de Jérusalem par les Israéliens⁵⁷, s'ajoute, de manière synchrone, une ultime priorité : le réseau routier de la Cité⁵⁸. Evident sur l'ensemble du territoire israélien, le caractère stratégique des lignes de communications autour de Jérusalem, déjà souligné, répond au double souci d'intégrer la ville dans l'espace territorial plus large du Grand Jérusalem et de relier les espaces intérieurs en vue d'en optimiser le contrôle. Pour des raisons évidentes de sécurité, le choix a été fait depuis 1967 de maintenir un nombre restreint d'accès à Jérusalem tout en améliorant les conditions de praticabilité. Le même souci de contrôle de la sécurité de Jérusalem se retrouve dans la mise en place d'accès uniques reliant les villages palestiniens au centre ville. Les populations arabes proches des limites municipales de Jérusalem sont ainsi contraintes de traverser les fortes densités de population de la Jérusalem juive et d'en franchir les contrôles avant de pouvoir retrouver une territorialité palestinienne. Là encore s'applique la logique « un maximum d'espace territorial pour un minimum de démographie arabe ».

A l'inverse de cette restriction d'accès, dans les limites municipales de Jérusalem prévaut un maillage dense qui fractionne l'habitat arabe, l'édification de nouveaux quartiers d'habitation allant de pair avec l'établissement de nouvelles voies d'accès. Pour les mêmes raisons de sécurité que celles déjà évoquées, les voies reliant les quartiers juifs entre eux sont des routes rapides et évitent tout temps d'arrêt en zone de peuplement palestinien. Les voies qui

⁵⁴ En effet, les principaux quartiers de Jérusalem ont été érigés sur les collines cernant le centre de la ville, des collines périphériques en moyenne plus élevées que le centre et qui surplombent par l'intérieur les ravins et lits de rivière les séparant de son grand centre ville et, par l'extérieur, les villages palestiniens alentour. Jusqu'à une date récente, ces situations topographiques constituaient des points d'observation privilégiés à la mission protectrice bien modeste. Mais avec la constitution d'une force substantielle - plusieurs milliers d'hommes organisés, entraînés et munis d'armes automatiques - à proximité immédiate des contours municipaux de la Ville sainte (Ramallah, Bethléem...) la configuration topographique des points de peuplement juif montre toute sa pertinence. Surplomber en altitude procure donc non seulement un meilleur contrôle du terrain mais aussi une précision de portée de tir bien supérieures.

⁵⁵ L'expression de « ligne sable » désigne la ceinture de constructions israéliennes - de coloration le plus souvent gris clair mais se teintant de beige sable sous la réverbération du soleil - qui ceint progressivement Jérusalem Est depuis 1967. Le concept renvoie à celui de « ligne verte » appliquée deux décennies durant à la frontière israélo-jordanienne.

⁵⁶ La protection physique de Jérusalem passe en effet également par la complexité du positionnement topographique. Pour la plupart, les quartiers juifs de Jérusalem tiennent lieu de forteresses civiles, par leur disposition interne autant que par la consistance de leurs bâtiments. En règle générale, la densité considérable des constructions laisse un minimum de surfaces vacantes. La « ligne sable » se dresse ainsi telle une muraille protectrice édifiée dans une perspective ambivalente de paix et de guerre. Que des ennemis puissamment armés atteignent les faubourgs de Jérusalem et ils se heurteront à une ligne discontinue de forteresses.

⁵⁷ Il s'agit de la fusion des deux anciennes parties de Jérusalem, le fractionnement du peuplement palestinien de la Cité et l'édification d'une « ligne verte » en guise de protection quasi-militaire.

traversent des zones palestiniennes surplombent systématiquement celles empruntées par les Palestiniens. Ce double maillage routier juif et arabe ne permet pas seulement d'éviter et de se protéger des zones d'habitat palestinien mais aussi de les disjoindre tout en rendant plus aisé l'acheminement de troupes blindées et mécanisées en cas d'émeutes. Les voies d'accès au cœur et en marge de Jérusalem remplissent par conséquent une fonction défensive évidente, constituant ainsi le système nerveux de la « ligne sable », véritable muraille intérieure transformant les quartiers juifs en forteresses.

§2 : De la démographie comme carte maîtresse

Sans entrer dans l'énoncé fastidieux des chiffres de la rapide et méthodique modification de l'écart démographique entre Israéliens et Palestiniens à Jérusalem depuis 1967⁵⁹, il convient de retenir ici la constance dans l'intensification du peuplement juif à Jérusalem Est⁶⁰. En conséquence et depuis 1993, la seule partie orientale anciennement jordanienne de la Jérusalem réunifiée compte une population juive numériquement plus importante que la population palestinienne. La nouvelle fut fort mal accueillie alors par les négociateurs arabes et palestiniens, compte tenu du poids écrasant des arguties fondées sur les données démographiques. Entre autres représentations des Juifs israéliens, l'arme du nombre compte⁶¹. Or, si les Palestiniens ne sont plus majoritaires dans l'espace à la souveraineté duquel ils aspirent, ils risquent de devoir réduire le champs de leurs revendications territoriales, autrement dit de devoir réclamer une autre territorialité, une autre Jérusalem, plus réduite, épousant de plus en plus strictement les limites de leur densité humaine et non celles de leur espace initial. Le succès rencontré par la stratégie démographique d'Israël est incontestable. L'évolution qui laisse entrevoir le dépassement à moyen terme du seuil d'un

⁵⁸ Voir en ce sens F. ENCEL (op. cit. Carte p. IX).

⁵⁹ Il est vraisemblable que vers 2005, le nombre de juifs vivant à Jérusalem Est aura dépassé celui de leurs concitoyens coreligionnaires de l'Ouest (190 000 Juifs y vivent pour environ 230 000 de l'autre côté de l'ancienne frontière).

⁶⁰ Une politique volontariste et constante de peuplement a été menée depuis 1967, quelles que soient les coalitions au pouvoir. Ces politiques s'appuient sur des efforts de promotion permanents, des vagues d'immigration non négligeables (en provenance notamment de l'ex URSS) et d'une politique de restriction des zones d'habitat arabe.

⁶¹ Dans le cadre d'une politique démographique réfléchie, la quantité d'hommes ne suffit pas toujours et doit être gagée d'une certaine « qualité ». Ainsi, leur degré de motivation à demeurer sur place, à s'enraciner durablement, quelles que soient les difficultés politiques ou sécuritaires pèsent autant de valeur stratégique autour de la table des négociations qu'en cas d'embranchement civil ou militaire sur le terrain. Ceci n'échappe pas aux autorités de la Ville chargées de l'attribution des logements construits et mis à sa disposition par le Ministère de la Construction. Tout en respectant le cadre légal et constitutionnel sur lequel veille la Cour suprême, les autorités surveillent de près, par l'attribution des logements, l'installation et le maintien durable de cette présence juive.

tiers de Palestiniens⁶² ne présente que l'apparence d'un affaiblissement, en réalité bien modeste et presque négligeable. En effet les statistiques ne se situent pas dans un absolu théorique et c'est en fonction des hommes sur le terrain que la démographie de Jérusalem prend tout son sens géopolitique. En effet, il semble invraisemblable qu'Israël accepte un jour de discuter de sa souveraineté exclusive et absolue sur Jérusalem Ouest. Autrement dit, cette partie du territoire n'intègre pas le champs des négociations et le nombre d'habitants juifs peut y demeurer constant. En revanche, il est essentiel que l'Est, soumis aux revendications adverses unanimes ainsi qu'à la vindicte des représentants du droit international se renforce : ici, et dans le pourtour du Grand Jérusalem, se jouera le sort de la Cité toute entière.

⁶² Il est vrai que les chiffres montrent une lente mais régulière réduction de l'écart entre population juive et palestinienne. En 1971, les planificateurs israéliens avaient fixé un seuil initial à ne pas franchir de 75% de Juifs et 25% d'Arabes. Malgré les politiques volontaristes citées, la population juive a légèrement décliné en part relative, compte tenu notamment d'une assez faible croissance naturelle.

Section 2 : Stratégies palestiniennes : Droit et diplomatie

§1 : Le recours aux soutiens extérieurs

Dans le cadre de la lutte géopolitique les opposant à Israël, et ne disposant pas de leur présence massive sur le terrain, les Palestiniens se sont largement appuyés sur la reconnaissance internationale⁶³, prenant à témoin les nations et leurs opinions publiques et en appelant régulièrement aux organismes de sauvegarde et de surveillance du droit international. La direction palestinienne recherche non seulement ces appuis par vocation objectifs et impartiaux, mais aussi, en tant que cause proclamée tant et plus arabe et musulmane, en priorité les soutiens « naturels » de tous les Etats et de tous les organismes arabes et musulmans⁶⁴. A cet égard, la ligue arabe constitue, surtout à partir de 1967, pour les Palestiniens l'organisme diplomatique indispensable à l'appui de leurs revendications⁶⁵. A cette date en effet, la Ligue a trouvé le début d'une audience plus importante en Occident. Elle s'est appuyée sur la cause tiers-mondiste alors très prégnante et sur l'apparition d'Israël comme un agresseur. Cette audience s'amplifia en 1973-1974 avec le choc pétrolier qui conférait alors aux sommets interministériels consacrés à l'or noir un poids plus considérable qu'auparavant et s'amplifia ensuite sur la scène diplomatique internationale⁶⁶. Aux côtés de la Ligue arabe, les Etats frères appuient également la cause palestinienne en se faisant les champions de la lutte pour Al-Quds. Au premier rang de ces Etats se place le régime wahhabite d'Arabie Saoudite, dont les rois successifs, en tant que souverains des Lieux saints de La Mecque et Médine ont constamment défendu l'appartenance de Jérusalem au nombre

⁶³ L'image forte présente dans toutes les mémoires est celle de Y. Arafat brandissant tour à tour un pistolet et un rameau d'olivier à la tribune des Nations Unies en 1974.

⁶⁴ L'appel aux arabes préserve en effet le discours national et unitaire du peuple palestinien, par conséquent inclut la minorité chrétienne de l'intérieur et le Vatican à l'extérieur, tandis que l'appel aux musulmans permet de développer une stratégie de solidarité d'envergure planétaire, du Maroc à l'Indonésie et des Black Muslims américains aux Ouzbeks et autres Tadjiks soviétiques.

⁶⁵ Fondée en 1945, la Ligue arabe est forte de vingt et un Etats auquel s'ajoute l'OLP. Comme a pu le souligner Hassan II du Maroc en 1993 à l'occasion des Accords d'Oslo, la Ligue a tiré sa force (et sa raison d'être au temps de la confrontation Est-Ouest) de la cause palestinienne et de sa lutte pour Jérusalem.

⁶⁶ L'énumération des interventions de la Ligue en faveur de la cause palestinienne serait fastidieuse, mais il est possible de citer un exemple significatif. Il concerne la reconnaissance d'Israël par le Vatican, dénoncée par la Ligue le 4 janvier 1994, alors même que cette dernière entretient d'excellents rapports avec le Saint Siège, compte tenu de leur convergence d'opinion à propos des lieux saints. Tout en souhaitant ne pas s'aliéner « ses » chrétiens, cette vive condamnation permit à la Ligue d'exprimer clairement les ressentiments palestiniens. Le second exemple, en mars 1995,

des cités de l'islam et devant par conséquent revenir dans son champ de souveraineté⁶⁷. Le thème de la « Jérusalem palestinienne » est également un thème très porteur au sein du monde islamiste qui, pour composite qu'il soit, n'en demeure pas moins une force diplomatique considérable. C'est sur cette idée que naît en février 1971 l'Organisation de la Conférence islamique (OCI)⁶⁸ au sein de laquelle la lutte pour Jérusalem a toujours constitué le dénominateur commun et le garant de l'unité de l'OCI. Enfin aux côtés des Etats frères et de ces alliés musulmans de l'OCI, la cause palestinienne dispose encore d'autres soutiens arabo-musulmans. A partir du début des années quatre-vingt-dix en effet, la direction palestinienne va tenter de tirer profit de la vague de fond intégriste en cherchant le soutien simultané du monde arabe d'une part, et du monde musulman d'autre part. L'objectif est de canaliser les frustrations palestiniennes en présentant une solidarité indéfectible des causes des causes confondues : l'arabité et la nation islamique. Ce faisant, Y. Arafat a largement sollicité la Ligue arabe et l'OCI pour dénoncer brutalement Israël et couper ainsi l'herbe sous le pied de ses amis les plus extrémistes⁶⁹.

⁶⁷ Ainsi, JAMIL BAROUDI, le représentant de l'Arabie saoudite à l'O.N.U., réaffirme-t-il constamment la nécessité de confier la ville « occupée » de Jérusalem à l'O.L.P., unique représentant légitime du peuple arabe palestinien.

⁶⁸ L'OCI est créée sous l'impulsion de Hassan II, le souverain chérifien cherchant alors à compenser sa faiblesse objective au sein du monde arabe par un prestige musulman dû à sa qualité de descendant du Prophète. Elle compte cinquante cinq Etats à majorité musulmane, auxquels s'ajoute l'OLP qui en est membre de droit depuis 1974.

⁶⁹ Autre exemple de cette utilisation des tribunes arabo-musulmane : du 30 mars au 02 avril, les trois cent délégués qui représentaient quatre-vingt pays arabes, musulmans ou chrétiens à forte minorité musulmane (Inde, Ouganda...) à la Conférence populaire arabe et islamique réunie à KARTHOUM appelèrent à la libération de Jérusalem et dénoncèrent les accords d'Oslo tout en s'abstenant de critiquer l'Autorité palestinienne.

§2 : La démocratie israélienne, nouvel instrument de combat

Marquée par le modèle anglo-saxon, la démocratie israélienne dispose d'une Cour suprême investie d'une mission de surveillance de la constitutionnalité des lois et garante de leur bonne application. Dans sa jurisprudence, la Cour suprême ne s'est certes jamais prononcée contre les tendances lourdes de la politique d'Israël, en particulier en matière de souveraineté territoriale. Elle se montre impartiale et juste⁷⁰, mais dans le cadre normatif du caractère juif et sioniste de l'Etat avec Jérusalem comme « capitale éternelle et indivisible » depuis 1967. Ce n'est donc pas à partir de cet appareil institutionnel que les Palestiniens peuvent espérer faire progresser la « cause » de Jérusalem.

En revanche, l'instrument politique charnière de l'Etat hébreu, la Knesset⁷¹, semble offrir des perspectives plus avantageuses. Les dirigeants palestiniens ne s'intéressèrent pas tout de suite à la Knesset. Durant les années de plomb de la lutte palestinienne contre Israël, entre 1965 et 1985, les Fedayins n'envisageaient pas de parlementer et Y. Arafat n'essaya pas d'influencer sur les centaines de milliers d'Arabes citoyens d'Israël. A chaque élection au contraire, les dirigeants palestiniens appelaient au boycott du scrutin sans être entendu de ces citoyens qui votaient à environ 60% en moyenne. Ce n'est qu'en 1992 que Yasser Arafat donne pour la première fois aux Arabes d'Israël des consignes de vote effectivement suivies. Les résultats finalement favorable à la coalition soutenue le convainquirent de l'importance croissante de l'instrument électoral. De surcroît à la même époque, les rapports entre les Arabes d'Israël et les autorités sionistes se dégradèrent. En effet, jusqu'à cette date, la loyauté des Arabes israéliens ne s'était jamais démentie notamment lors des guerres israélo-arabes, ce qui impliquait un certain détachement vis à vis de la cause palestinienne. Les accords d'Oslo et la perspective d'une entité arabe toute proche d'une part, et l'essor du fondamentalisme islamique d'autre part ont modifié la donne. Les scrutins législatifs de mai 1996 et mai 1999 font émerger une nouvelle représentation : celle du Palestinien d'Israël. Se mobilisant massivement (80% de taux de participation) les citoyens arabes ont envoyé neuf parlementaires (contre 5 lors des précédents scrutins) à la Knesset et pourrait voir leur

⁷⁰ Elle n'hésite pas ainsi à débouter des Israéliens sur les dossiers liés au Mont du Temple et au partage de l'espace sacré, semblant par là même –selon ses détracteurs qui parlent de « gouvernement des juges »- favoriser la cause des adversaires d'Israël. En revanche, il est rarissime qu'un résident arabe de Jérusalem obtienne gain de cause sur un dossier de construction de construction à Jérusalem.

⁷¹ L'Etat d'Israël est une démocratie parlementaire. L'unique chambre législative, la Knesset, instituée en 1948, jouit de prérogatives d'autant plus étendues que, jusqu'en 1996, l'exécutif était affaibli par un mode de scrutin à la proportionnelle intégrale sur le modèle italien ou français de la IV^{ème} République. De ce fait, le maintien ou le renversement des gouvernements s'est souvent opéré à une voix près.

représentation augmenter encore. Fin stratège, Y. Arafat utilise ces résultats et cherche à constituer à la Knesset un lobby susceptible de faire vaciller la majorité parlementaire israélienne sur les dossiers aussi difficile que celui de Jérusalem⁷². Cette stratégie d'utilisation des institutions démocratiques trouve sa prolongation dans l'utilisation de la rue et des manifestations comme instruments de pression. Avec habileté, Y. Arafat utilise cette « force du faible » qu'est le droit de manifester. Il cherche à convaincre la population civile d'Israël que son intérêt réside dans la résolution du conflit et non dans l'immobilisme. La leçon a porté car la pression des Israéliens de plus en plus nombreux favorables à un dialogue avec l'OLP a permis d'amorcer le dialogue au début des années quatre-vingt-dix. De surcroît, les manifestations ont également comme avantage important d'alerter l'opinion publique internationale, même si la rue est une arme à double tranchant. En effet, si la manifestation à laquelle appelle Arafat échoue, les autorités israéliennes ont beau jeu de cueillir une victoire facile et de faire valoir, comme cela fut le cas en 1996 sur le Haram al-Sharif, la motivation médiocre des Palestiniens « manipulés de l'extérieur ».

§3 : Les facteurs déstabilisants les représentations israéliennes et palestiniennes

Deux facteurs importants doivent être pris en compte pour appréhender complètement les stratégies en présence : il s'agit d'une part du « piège noir », c'est à dire de la problématique posée par les Juifs orthodoxes dans la Jérusalem juive et d'autre part du marasme chrétien dans la Jérusalem arabe.

S'agissant tout d'abord des Juifs orthodoxes, les Haredim, ils se distinguent par le fait même qu'ils ne reconnaissent pas, pour certains, la légitimité, voire l'existence de l'Etat israélien. Certes, après l'indépendance, un statu quo s'instaura entre le monde fermé des « noirs » et l'Etat profane. Certaines communautés parmi les plus farouches s'installèrent dans une autarcie quasi complète, se retranchant dans leurs quartiers ghettos ancestraux de Jérusalem. Entre ces communautés numériquement très faibles à la naissance d'Israël - mais en constante et considérable augmentation grâce à l'immigration de fidèles américains et des vocations qu'elles suscitent -, et le reste de la société israélienne, disparate mais globalement sioniste et majoritairement laïco-traditionaliste, un fossé s'est creusé, fait d'indifférence et de mépris

⁷² L'exemple suivant peut être donné : en mai 1995, fidèle à sa politique d'implantation massive et inconditionnelle dans la « capitale éternelle et indivisible d'Israël », le gouvernement Rabin décida de l'expropriation de 53 hectares de terrains en bordure de Jérusalem Est. Suite à la pression exercée par Arafat sur les cinq parlementaires arabo-communistes au soutien indispensable à la coalition au pouvoir, le gouvernement fut contraint de retirer son projet de loi d'expropriation. Pour la première fois dans l'histoire d'Israël, un gouvernement reculait sur la question de la souveraineté israélienne absolue sur la Jérusalem « réunifiée ».

voire de rapports conflictuels violents notamment à Jérusalem. Cette fracture identitaire constitue à n'en pas douter le principal péril objectif pour la pérennité de l'Etat d'Israël. Deux types de populations entretenant des représentations aussi antagonistes et évoluant sur un même territoire ne peuvent maintenir longtemps un *modus vivendi* bâti sur leur ignorance de l'autre. Or l'offensive pourrait venir des haredim en se fondant sur leur démographie. Certes, les Juifs orthodoxes n'ont pas, comme les religieux en général, de stratégie démographique précise. Mais dans le système démocratique au sein duquel évoluent les haredim, le nombre fait la force et la démographie devient un instrument de revendication. A Jérusalem, leur concentration est plus importante et se renforce d'une immigration constante⁷³. En géopolitique, la démographie n'a d'intérêt que si elle est observée relativement au territoire. De même qu'il n'y a pas de stratégie démographique, le regroupement géographique des haredim tient simplement à une volonté de pratiquer rites et traditions dans un milieu respectant les mêmes règles de vie et éloigné de l'environnement « mécréant » des Juifs laïcs et sionistes. Ceci incite les haredim à se retrancher dans leurs quartiers, créant ainsi une nouvelle cohésion territoriale dans le centre nord de la Jérusalem réunifiée⁷⁴. Démographie exponentielle et territorialité croissante sont deux réalités objectives devenues des caractéristiques essentielles de la population juive orthodoxe de Jérusalem. Certes, comme cela a déjà été souligné, les haredim n'ont pas de stratégie politique dans le conflit israélo-palestinien. En revanche, le jeu politique dans lequel ils sont entrés dans la « Ville sainte » vise sans équivoque à favoriser des revendications sectorielles et communautaires. L'élection récente d'un maire ultraorthodoxe à Jérusalem traduit cette évolution qui inquiète les autres juifs de la ville⁷⁵. La première conséquence de cet essor territorial, démographique et politique des haredim à Jérusalem-Ouest est la fuite d'un nombre croissant de laïcs pour des horizons moins « noirs » et dans le but d'échapper aux pressions moralisatrices. Ce lent exode tient à la sensation d'étouffement que les laïcs éprouvent après des mois, voire des années de tensions parfois vives, dues à mille tracasseries quotidiennes et au grignotage progressif de leurs quartiers par les familles pléthoriques de haredim. La diminution numérique juive dans Jérusalem est donc bien réelle et est déplorée par la Mairie dans le contexte de rivalité

⁷³ Avec un taux de fécondité dépassant les 6,5 enfants par femme, et une croissance naturelle plus forte à Jérusalem que celle des populations palestiniennes, la communauté des haredim devrait voir sa population doubler tous les vingt ans.

⁷⁴ Cette compacité territoriale implique des modifications substantielles de la gestion de l'espace concerné. Par exemple, sur une dizaine de kilomètres carrés, une avenue et cent quarante rues et ruelles sont ainsi fermées à la circulation vingt-quatre heures par semaine, le jour du Shabbat.

⁷⁵ Nouvel élu, U. LUPOLIANSKY est un proche du chef de D. HATORAH (le drapeau de la Torah), parti ultra religieux ashkénaze. Le nouveau maire promet qu'il sera, avec l'aide de Dieu, l'élu de tous les administrés. A Jérusalem, seuls les ultraorthodoxes ne s'en inquiètent pas.

démographique entre Israéliens et Palestiniens. Une autre implication géopolitique à prendre en compte est la possibilité pour les haredim de s'allier un jour avec les traditionalistes musulmans, ne serait-ce que sur certains dossiers comme le respect de leurs règles de culte. Les « noirs » tenteraient ainsi d'imposer le respect du Shabbat à l'ensemble de la territorialité juive de Jérusalem, c'est-à-dire bien au delà de la leur, grâce au soutien du camp arabe, indifférent en la matière, qui exigerait en contre-partie un ralentissement de l'implantation juive à Jérusalem Est et une relance de la construction arabe. Un telle perspective, même si elle doit être nuancée par le fait que les prérogatives municipales sont relativement limitées en Israël, correspondrait à une remise en cause profonde, inadmissible pour l'Etat, de sa politique à l'égard de Jérusalem depuis 1967.

Le second facteur à prendre en compte est celui du marasme chrétien dans la Jérusalem arabe. Sans revenir sur l'histoire exhaustive des Chrétiens d'Orient, il convient cependant de souligner ici que, minoritaires dans un environnement presque exclusivement musulman, soumis aux lois sociales et politiques de l'islam et à ses souverains, les chrétiens de Jérusalem notamment s'ouvrirent à l'Occident aux XVI^e et XVII^e siècles. Au-delà des considérations commerciales, politiques et militaires, l'implantation d'écoles et d'instituts par les ordres religieux venus d'Europe s'avéra décisive dans le long et constant processus d'émigration chrétienne vers l'Occident. Le développement dans les communautés chrétiennes d'une culture à la fois littéraire, scientifique et linguistique tranchait avec l'analphabétisme ambiant en Palestine notamment, créant un fossé entre l'environnement arabo-musulman oriental et la représentation sans cesse plus prégnante qu'avaient ces chrétiens de constituer un bastion avancé, la pointe ultime de l'espace civilisationnel de l'Occident. A Jérusalem, le rôle des écoles religieuses latines se renforça dans le contexte d'un conflit croissant entre nationalisme juif et arabe à partir des années vingt. C'est précisément à cette époque que le phénomène d'émigration vers l'Europe s'accrut⁷⁶. Dans les années soixante-dix et quatre-vingt, lorsque les conditions socio-économiques s'aggravèrent et que les perspectives s'assombrirent, le mouvement se transforma en une véritable hémorragie humaine, qui ne toucha plus seulement les jeunes diplômés des écoles religieuses. Les débuts de l'Intifada en 1987 achevèrent d'estomper les scrupules à quitter l'université d'attache, dès lors que les autorités israéliennes fermaient l'accès aux établissements quand des incidents s'y déroulaient. A cela s'ajoute la crise du logement, qui

⁷⁶ Dotés d'un solide bagage intellectuel, maîtrisant au moins deux langues vivantes, les jeunes diplômés voyaient alors s'ouvrir les portes des universités occidentales, celles des cabinets des professions libérales ou des entreprises de négoce international.

affecte la population palestinienne à Jérusalem, touche désormais la communauté chrétienne. Cette fuite des « élites » pourrait avoir été souhaitée par les autorités israéliennes dans le cadre d'une politique du pire de façon à provoquer le départ de ces éléments modérés et stabilisateurs de la société palestinienne que sont les membres de l'élite chrétienne. A Jérusalem cependant, les cinq mille chrétiens de la vieille ville seront sans doute les derniers, avec les personnels du culte des édifices religieux immédiatement alentour, à demeurer à Jérusalem car de condition généralement trop modeste ou trop attachés à la cité. Toutefois le nombre de chrétiens est passé dans la Ville sainte de 45 000 en 1940 à moins de 9 000 en 1995, laissant penser qu'il ne devrait quasiment plus subsister de chrétiens d'ici l'an 2020 à Jérusalem. Deux autres éléments d'analyse ajoutent sans doute au marasme chrétien, dans la société palestinienne toute entière pour le premier, plus spécifiquement à Jérusalem pour le second. D'abord, les communautés chrétiennes palestiniennes ont commencé à s'inquiéter lorsque le discours nationalistes et laïc arabe, qui leur convenait parfaitement, s'est peu à peu effacé au profit d'un islamisme revendicatif et militant. Tant que l'ennemi commun était la soldatesque israélienne, les relations entre populations confessionnelles demeurèrent feutrées. A présent, les choses risquent de prendre une tournure différente, notamment si le pouvoir palestinien, autonome ou indépendant, devait prendre une coloration ouvertement islamiste. Cette appréhension est bien résumée par la formule menaçante « après le samedi viendra le dimanche », manière d'indiquer qu'une fois les Juifs chassés de Palestine, le tour des Chrétiens viendra...

Ensuite, la lutte sans merci entre Eglises à Jérusalem, démonstration de désunion souvent spectaculaire qui n'encourage pas les séculiers à s'y identifier, contribue certainement au départ des Chrétiens. La constellation d'obédiences et de confessions chrétiennes de Jérusalem (quarante-cinq congrégations pour la seule foi catholique latine !) se focalise naturellement sur le Saint Sépulcre, sanctuaire du Christ et premier Lieu saint du Christianisme. Depuis plus de deux siècles, six Eglises au moins se disputent avec virulence- et parfois violence physique- chaque pouce de l'édifice sanctifié, chaque pan de mur de l'enceinte. Ce conflit pèse indéniablement sur la crédibilité et l'identité de la cause chrétienne à Jérusalem. Cette situation de marasme de la minorité chrétienne n'est pas sans conséquences diplomatiques et identitaires. Car la direction palestinienne tient compte d'une constante géopolitique à l'importance fondamentale déjà soulignée dans cette étude : la présence humaine sur le terrain, en l'occurrence celle de chrétiens dont la situation est présentée comme dramatique. En présentant une Jérusalem placée sous le joug des Israéliens au mépris des droits humains et spirituels des deux autres religions abrahamiques, les autorités

palestiniennes espèrent attirer l'attention d'un milliard et demi d'individus nés chrétiens de par le monde, pour qui Jérusalem représente potentiellement une valeur historique et spirituelle majeure. Au-delà de ses vieilles pierres, de ses édifices culturels et autres collines sacrées, si la « christianité » disparaissait de Jérusalem, autrement dit si les chrétiens de Jérusalem ne devaient plus représenter que quelques centaines de personnes, cette carte diplomatique palestinienne serait alors complètement vidée de toute valeur géopolitique face aux opinions occidentales et au Vatican. Privé de Bethléem et de Nazareth, la direction palestinienne dispose avec Jérusalem de l'unique corde sensible sur laquelle jouer pour battre le rappel chrétien dans le monde, d'autant que les causes liées à l'Islam ont plutôt un effet repoussoir en Occident où est prégnante une représentation de l'Islam comme monde de terreur et de déstabilisation.

Par ailleurs enfin, au-delà de l'aspect diplomatique et politique, l'affaiblissement constant de la présence chrétienne à Jérusalem appauvrit la « palestinité » en ce qu'elle fait valoir la pluralité des Palestiniens en tant que nation, creuset de confessions et d'origines. Car l'arabité et l'appartenance à l'Islam constituent à la fois une force et une faiblesse pour la cause nationale et identitaire palestinienne. Ce fut sa force face à Israël. Ce serait sa faiblesse interne si cette double attache devenait l'exclusive. La direction de l'OLP semble considérer que l'arabité plurielle pourrait constituer un rempart contre l'islamisme politique et semble attachée à préserver l'existence et la prise en compte du caractère composite du peuple palestinien. Et puisque en aucun cas la communauté chrétienne de Jérusalem ne constitue une menace politique, ni en matière de souveraineté territoriale, ni en matière de démographie, le discours palestinien d'ouverture à l'égard des chrétiens de la Ville sainte intègre fréquemment et appelle fréquemment les candidats au départ à se maintenir sur place. L'enjeu est important pour la direction palestinienne qui doit lutter contre le marasme chrétien dont l'une des conséquences est incontestablement l'affaiblissement de son discours unitaire et national.

Section 3 : Les perspectives

L'avenir de Jérusalem semble difficile à tracer : quelle souveraineté totale ou partielle, par quel mode de contrôle politique et religieux la ville sera-t-elle régie, en particulier sa partie orientale qui est l'authentique objet des enjeux ? Quel aspect territorial revêtira-t-elle, celui d'une municipalité unie ou celui d'un espace divisé par de véritables frontières étatiques ?

Les issues les plus probables du conflit autour de Jérusalem ont fait l'objet de nombreuses études et propositions par les instances diplomatiques occidentales, proche-orientales ou internationales comme l'ONU ou la Ligue arabe. Ces perspectives, qui couvrent le champ du possible, doivent être analysées au regard des réalités tangibles et du rapport de force global qui prévaut actuellement dans la bataille pour Jérusalem, lequel peut, certes, varier mais s'inscrit dans le cadre de tendances lourdes, aussi bien diplomatiques (alliance israélo-américaine stable et profonde), qu'idéologiques (montée des mysticismes islamiste et juif), démographiques (poursuite de l'implantation juive à Jérusalem-Est) ou encore militaire (suprématie de Tsahal sur l'Autorité palestinienne et les Etats arabes voisins, émergence d'un axe Israël-Turquie). Seules les réalités du « terrain » pèsent d'un poids décisif : terrain « humain » et « géographique », terrain intellectuel et spirituel, représentations profondes et croyances religieuses.

Sur la base d'un concept clé en matière géopolitique - la souveraineté -, les perspectives envisageables sont de deux ordres : soit Jérusalem sera régie sur un mode de souveraineté classique, éprouvé, celui traditionnel de la possession exclusive de tout ou partie du territoire disputé par un pouvoir centralisé unique, de type étatique et national ; soit la ville connaîtra un mode de souveraineté différent, original, plus souple, plus proche d'un partage fonctionnel et peut-être moins territorial.

§1 : la modification des modes traditionnels de souveraineté

Les différentes hypothèses fondées sur la modification du mode de souveraineté sur Jérusalem sont l'internationalisation des Lieux saints, l'internationalisation de la ville, le corpus separatum ou encore une souveraineté partagée.

S'agissant tout d'abord de l'internationalisation des lieux saints, le postulat est de prendre en compte l'enjeu majeur que constitue leur possession, même si pour les adversaires géopolitiques sur le terrain que sont l'Etat d'Israël et l'Autorité palestinienne les Lieux saints ne sont pas tout – l'argument israélien de leur liberté d'accès protégée et effective depuis 1967, ce qui n'était pas le cas à l'époque de la tutelle jordanienne (1949-1967) n'ayant aucun poids sur le sort politique de Jérusalem désiré par les Palestiniens – tout en n'étant pas rien – au regard notamment des centaines de millions de croyants monothéistes, juifs chrétiens et musulmans de toutes obédiences, qui entretiennent à des degrés divers une pensée respectueuse ou passionnée à l'endroit de la cité -. Cette internationalisation des Lieux saints se heurte cependant à trois difficultés majeures. La première consiste tout simplement à les répertorier, la désignation précise des Lieux saints⁷⁷ ne constituant pas une tâche aisée et chaque partie en présence ayant intérêt, comme dans toute négociation, de revendiquer beaucoup pour obtenir assez⁷⁸. Outre le problème de la désignation formelle des Lieux saints, se pose également celui de leur gestion au cas où ils seraient hors de toute souveraineté nationale. La difficulté serait de décider qui serait habilité à en contrôler le libre accès et la sécurité et sur quel mode. Des casques bleus ou autres observateurs neutres ne serait pas forcément acceptés par toutes les parties, notamment pour des raisons religieuses. De surcroît, la promiscuité des lieux (la superficie de la vieille Ville dépasse à peine celle de la place Concorde) rend difficile un déploiement de forces tant l'espace semble réduit. En réalité, la solution d'une mise sous tutelle internationale et armée des Lieux saints semble titanique à

⁷⁷ Chacun connaît certes le Saint-Sépulcre, l'Esplanade des Mosquées et le mur des Lamentations. Mais d'autres sites peuvent être revendiqués par les Juifs et les Musulmans : c'est le cas par exemple de la tombe présumée du roi David sur le Mont Sion, site effectivement vénéré par les Juifs qui s'y rendent en nombre et de manière fréquente, mais aussi du moins officiellement par les Musulmans (David / Daoud est considéré comme un prophète) qui ne s'y rendent que rarement mais démontre ainsi que le site n'a guère plus de valeur que celle, strictement instrumentale, qu'ils lui accorderont lors des négociations.

⁷⁸ Paradoxalement, l'Etat juif pourrait avoir intérêt à limiter volontairement le nombre de lieux saints juifs afin de voir passer le moins d'espaces possibles sous contrôle international. En revanche, les chrétiens, représentés par la pléthore d'églises présentes à Jérusalem aurait intérêt à multiplier le nombre de sites sacrés qui échapperaient ainsi à la souveraineté des Etats ou d'entités politiques au sein desquels ils ne peuvent obtenir davantage que le simple statut de communautés ultra minoritaires.

mettre en œuvre. En outre, il est illusoire d'espérer de la part d'Israël l'abandon des Lieux saints juifs, compte tenu notamment dans le mythe juif et pour la cohésion nationale et religieuse. Cet abandon serait perçue par la grande majorité de sa population comme une inacceptable capitulation.

Une seconde hypothèse pourrait conduire à procéder à l'internationalisation de la ville elle-même, prise dans ses limites israélienne – occidentale et jordanienne – orientale du 04 juin 1967. Ces limites présentent l'avantage d'avoir été les seules à réellement séparer, sans enchevêtrement de populations et durant une période prolongée (1949-1967) les deux camps antagonistes. Mais cette solution n'est pas acceptable par les dirigeants israéliens car outre la perte inacceptable de souveraineté déjà évoquée, le retour de la municipalité de Jérusalem à son acception de 1949 signifierait que la quasi totalité des quartiers forteresses implantés depuis la guerre des Six-jours seraient perdus.

L'hypothèse ancienne du *corpus separatum*⁷⁹ est, elle, fondée sur une variante territoriale plus large : celle d'un Grand Jérusalem (incluant les alentours) non plus israélien mais universel. En fait, cette idée pourrait séduire aujourd'hui non par la surface qu'il engloberait mais par le nombre et la variété ethnico religieuse des personnes qui y seraient administrées. Cependant, ce projet n'est guère plus réaliste que les précédents, du fait de l'opposition catégorique d'Israël. En outre, il n'est pas certain que les Palestiniens entérineraient un plan les privant de trois de leurs neufs centres urbains en Cisjordanie. Un partage de souveraineté paraît finalement moins utopique. En effet et paradoxalement, la politique d'Israël à Jérusalem laisse la porte ouverte à un compromis qui accorderait à l'Autorité palestinienne des responsabilités importantes dans la Ville sainte. Tout en conservant l'exclusivité de la sécurité de la Cité qui resterait partie intégrante du territoire national, Israël pourrait octroyer des prérogatives identiques aux siennes pour les seules affaires municipales. Serait alors mis en place un système d'autonomie fonctionnelle emprunté au Grand Londres mais s'inscrivant dans une dimension ethnico-géographique permettant à chacune des parties de gérer ses administrés au sein d'une territorialité strictement délimitée. Toutefois les Palestiniens ne sont pas près à accepter ce système qui ne leur octroierait l'essentiel : la souveraineté politique sur Jérusalem-Est. D'autres plans envisagent encore de partager Jérusalem soit pour en faire la capitale

⁷⁹ Cette solution vit le jour à la fin des années trente lorsque la puissance mandataire britannique envisagea qu'on lui impose un partage en vue de régler le conflit entre sionistes et nationalistes arabes. Il s'agissait de donner aux administrateurs et défenseurs d'une Jérusalem internationale le contrôle d'une véritable région qui, en plus des Lieux saints incluait d'autres sites comme la ville chrétienne de Bethléem, de façon qu'ils disposent de la marge de manœuvre nécessaire en cas d'agression extérieure.

commune à deux Etats souverains, avec deux municipalités distinctes⁸⁰, soit une simple ville de province de ces deux Etats dont les capitales pourraient être « déplacées » vers Tel Aviv pour Israël et Ramallah pour l'Etat palestinien. Cette « décapitalisation » présenterait l'avantage de contourner les blocages symboliques entre Israéliens et Palestiniens sans léser aucun des deux parties en matière de souveraineté. Toutefois, cette hypothèse - pour séduisante qu'elle paraisse - n'est pas réaliste car si la question de Jérusalem pouvait être dépassionnée, le problème aurait été réglé depuis longtemps.

Toutes ces hypothèses fondées sur une modification des modes de souveraineté ne peuvent donc aboutir tant il est vrai que la souveraineté sur Jérusalem ne fera l'objet que d'un compromis entre les deux parties israélienne et palestinienne permettant la coexistence des deux Etats. A Jérusalem, la difficulté essentielle réside dans la localisation de la frontière, ce qui revient à réintégrer les modes de souveraineté traditionnels et à les préférer aux formules complexes qui viennent d'être rapidement présentées. Une bonne frontière étatique vaut mieux qu'un enchevêtrement de prérogatives fonctionnelles, difficilement applicables sur le terrain et génératrices de fièvres mystiques et nationalistes.

§2 : le maintien des modes traditionnels de souveraineté

Cet établissement de la frontière à Jérusalem devrait d'abord tenir compte de la revendication officielle de l'autorité palestinienne de la complète souveraineté sur Jérusalem-Est et à l'existence d'un ensemble cisjordanien indépendant, impliquant le retrait des forces armées israéliennes et la prise en compte de la présence deux cent trente mille israéliens. Hier opposés à ce que des villages juifs se maintiennent sous leur contrôle en cas de compromis territorial, les Palestiniens ont depuis Oslo progressé sur la question et accepteraient que ces implantations juives soient sous leur souveraineté dans des conditions de citoyenneté palestinienne ordinaire et sans statut spécial. Il n'y a en effet aucune raison pour que des Juifs ne puissent pas vivre sous le contrôle palestinien, tandis que des centaines de milliers d'arabes sont citoyens israéliens. Enfin, l'épineux problème de la Vieille Ville ne pourrait être réglé que par la mise en place d'une frontière « allégée » séparant les trois quartiers musulman (esplanade des Mosquées comprise), chrétien et arménien du quartier juif, lequel serait rattaché à Jérusalem-Ouest par la porte de Sion. Toutefois, cette analyse prospective comporte

⁸⁰ La vieille Ville, parfaitement circonscrite par les remparts pourrait alors avoir un statut international, ce qui placerait les Lieux saints en zone neutre.

en elle-même sa propre limite, celle de mener à mille autres possibilités théoriques de compromis territorial. La démarche serait d'autant plus vaine que l'hypothèse actuelle la plus réaliste semble être le maintien voire le renforcement du statu quo géopolitique à Jérusalem, compte tenu notamment du fait qu'Israël y dispose du rapport de force dominant. Sans revenir sur les acquis du processus de paix mené par I. RABIN et S. PERES mais avec pour objectif de maintenir l'intégralité de Jérusalem sous sa souveraineté, Israël pourrait ne proposer que des aménagements symboliques, administratifs ou matériels au profit des établissements religieux chrétiens et musulmans de Jérusalem. Alors, un refus palestinien de sous-prérogatives pas même municipales, alors que les revendications portent sur une authentique souveraineté, ne manquerait pas de conforter la position israélienne en vertu de cette règle tacite et ludique observée par le Département d'Etat américain : celui qui refuse la proposition de l'autre est mort.

Or il semble bien que YASSER ARAFAT soit conscient que le rapport de force défavorable et les frustrations et déchirements du passé lui imposaient de négocier avec le gouvernement le plus « ouvert » de l'Etat d'Israël, quitte à renoncer à Al Quds – Jérusalem. L'indépendance constituait la priorité absolue et les premières étapes en étaient la simple autonomie à Gaza puis le contrôle des seules zones à forte densité de population palestinienne en Cisjordanie. L'échec de S. PERES aux élections de 1996 n'a pas permis l'application d'un accord intervenu entre Israël et les Palestiniens, aux termes duquel Israël acceptait la création d'un Etat palestinien sur une part substantielle de la Cisjordanie et de Gaza. En contrepartie, l'Autorité palestinienne renonçait à l'intégralité du Grand Jérusalem et s'engageait à ne pas contracter d'alliances inter étatiques sans l'accord d'Israël, à strictement limiter son potentiel en armement lourd et à ne pas acquérir d'armes stratégiques ou non conventionnelles. Après leur accession au pouvoir et sans abandonner ouvertement les grandes lignes de ce projet, B. NETANYAHOU et E. BARAK ont joué la carte du temps pour en retarder l'échéance et conforter encore la position d'Israël sur la Ville sainte. Qu'Israël ait l'intention de maintenir voire de renforcer le statu quo, que les Palestiniens voient décroître leurs chances d'obtenir ne serait-ce qu'une partie de Jérusalem Est n'en est plus au stade du cas d'école : c'est une réalité tangible, inscrite dans la volonté et dans les actes des gouvernements successifs. Mais, si Israël dispose d'un avantage écrasant dans la « partie » d'échecs engagée contre l'Autorité palestinienne, cet avantage n'est que relatif dès lors que le jeu est sans fin et que le mat n'existe pas : les dizaines de milliers de Palestiniens de Jérusalem Est, les millions de Palestiniens aux alentours, les vingt et un Etats arabes et le milliard de musulmans dans le monde demeurent des « pièces » imprenables qui empêchent l'Etat hébreu de conclure « la

bataille de Jérusalem ». Mais les Palestiniens ne se satisferont pas d'un statu quo à leur détriment, au détriment de leurs aspirations multiples et complexes, identitaires, nationales et religieuses. De là naît nécessairement ce qu'EMMANUEL SIVAN nomme « l'idéologie islamique de la contre offensive »⁸¹. Il est donc assez logique qu'aux revendications politiques et territoriales classiques des Palestiniens de gauche et des nationalistes aient succédé des appels au djihad qui, depuis le début des années quatre-vingt-dix, se sont focalisés sur des thèmes mystiques comme la libération d'Al Quds ou l'extermination des Juifs. Plus les aspirations nationales et religieuses autour de Jérusalem seront frustrées, plus les vocations au martyr feront florès⁸². D'ailleurs, les principaux opposants aux Accords d'Oslo ont dès 1993 dénoncé le piège que constituait le traité concernant Jérusalem dont la définition du statut futur est reportée à une étape ultérieure non précisée, laissant à Israël le temps de poursuivre sa politique de construction. Dès lors, deux dangers guettent alors la direction palestinienne. D'abord, le Hamas et le Jihad pourraient tenter d'instrumentaliser Yasser Arafat, de le laisser négocier, en attendant que Al Quds soit libérée « par le fer et par le feu » par les redoutables activistes de l'Islam militant. Ensuite, le marasme économique et les frustrations politiques risquent de jeter les Palestiniens contre leurs propres forces de police, chargées notamment d'interdire la lutte populaire contre l'armée israélienne. Ces deux dangers posent le problème de la capacité de la direction palestinienne à résister aux extrémismes et du risque de déclenchement d'une lutte populaire ouverte déclenchée par les islamistes les plus radicaux. Ces dangers sont d'autant plus réels qu'est inépuisable la source d'arguties mystiques et de discours mobilisateurs à laquelle peuvent s'abreuver les opposants palestiniens sur le thème de la « Jérusalem sainte prisonnière ». La difficulté est d'autant plus réelle que la logique de négociations, choisie par YASSER ARAFAT et sacrifiant le rêve sur la souveraineté d'un grand Etat palestinien au profit d'une souveraineté acquise sur des territoires réduits et morcelés, c'est à dire l'acceptation d'une indépendance incomplète sur une continuité territoriale partielle bute contre la muraille du Haram ash Sharif. Rien ne pourra en effet compenser la perte de souveraineté sur la Ville sainte : nulle direction palestinienne, si puissante et charismatique soit-elle n'obtiendra des Palestiniens qu'ils renoncent totalement à Al Quds autrement que de manière provisoire. Au pragmatisme calculé

⁸¹ Simultanément ville arabe sous l'emprise de l'impérialisme américano-sioniste pour les vieilles tendances marxistes, unique capitale digne de prestige pour un futur Etat-nation palestinien aux yeux des nationalistes laïcs, premier des symboles géographiques fédérateurs du peuple palestinien dans les camps de réfugiés lointains du Liban, de la Syrie, de la Jordanie ou du Yémen, point de cristallisation religieux et spirituel d'une population profondément traditionaliste, musulmane pour l'essentiel, sacrilège permanent en terre islamique, Al-Quds al – Sharif (Jérusalem) ne peut demeurer éternellement entre les mains exclusives de l'Etat d'Israël.

mais téméraire d'une direction palestinienne renonçant à Jérusalem en contrepartie d'un accord de paix définitif avec Israël succéderait immédiatement un irrédentisme mobilisateur et agressif, appuyé sur islamisme en plein essor et cherchant à cristalliser les forces vives de la jeune nation et à catalyser ses colères et ses frustrations. Le risque reste lourd cependant que cette hypothèse ne balaie le régime avant même qu'il ait instrumentalisé à son profit ce thème de la Jérusalem perdue.

⁸² Les attentats suicides ne concernent pas exclusivement la Ville sainte et révèlent tout autant les faiblesses de l'Autorité palestinienne que celle de la machine sécuritaire d'Israël.

Conclusion

La question de l'existence d'une alternative possible se pose donc avec force dans la conclusion de cette analyse. Comme cela a déjà été souligné, l'exigüité des lieux à Jérusalem rend utopique un statut politique global qui instaurerait de jure un système de prérogatives partagées ou mixtes sur des populations mélangées, même sur la base d'une territorialité par quartiers, délicate à établir dans certains secteurs comme la Vieille Ville. L'imbrication des populations dans un espace aussi réduit⁸³, alors que l'antagonisme a dégénéré en guerre ouverte, est un véritable obstacle à la résolution du conflit. Il ne s'agit pas ici de prôner des déplacements de populations sous le prétexte de préférer « le mal pour prévenir le pire ». Au contraire⁸⁴, parce que Jérusalem cristallise les passions, suscite l'instrumentalisation de sa sacralité à des fins politiques une implacable frontière, étatique, suffisamment matérialisée pour être reconnaissable par les parties en présence sans être agressive (qui donc ne prendrait pas l'aspect de barbelés), devra objectivement baliser les lieux.

Contrairement à certaines théories développées en Occident annonçant son déclin, le cadre de l'Etat-nation, s'il n'est ni meilleur ni pire qu'un autre système géopolitique, reste le cadre adapté et pertinent pour répondre aux aspirations du peuple palestinien. Les Palestiniens ne se plieront d'ailleurs pas à un autre statut politique et réclameront de vivre et d'évoluer en nationaux palestiniens de plein droit dans des frontières sûres et reconnues, en particulier à Jérusalem. Croire en effet à un dépassement du modèle étatique occidental présente en fait un danger évident : celui de voir cette revendication d'un Etat-nation classique à Jérusalem Est, en Cisjordanie et à Gaza remplacée dans l'opinion publique palestinienne par une alternative théocratique, exportatrice d'un Islam sans compromis et exigeant un espace plus vaste que le morceau de Palestine hier revendiqué.

La difficulté reste bien sûr le caractère inacceptable, pour Israël, d'une évacuation forcée des milliers de Juifs vivant à Jérusalem, sauf à provoquer une véritable guerre civile⁸⁵.

Enoncer une dernière prospective est possible, dès lors que celle-ci est la plus réaliste possible, la plus proche d'un dénominateur commun qui n'existe pas encore sur Jérusalem, la plus acceptable, la moins utopique au regard à la fois des rapports de force actuels et de l'omniprésence autour de Jérusalem de représentations identitaires nationales

⁸³ L'exemple de l'imbrication de populations de nationalités ou d'ethnies différentes de l'ex-Yougoslavie dans un espace plus vaste montre en effet que celle-ci est un terrain particulièrement fertile pour que s'instaure une spirale de violence généralisée et incontrôlable conduisant à des catastrophes humanitaires.

⁸⁴ Voir en ce sens F. ENCEL (op. cit. p. 258 sur la « paix des cœurs »).

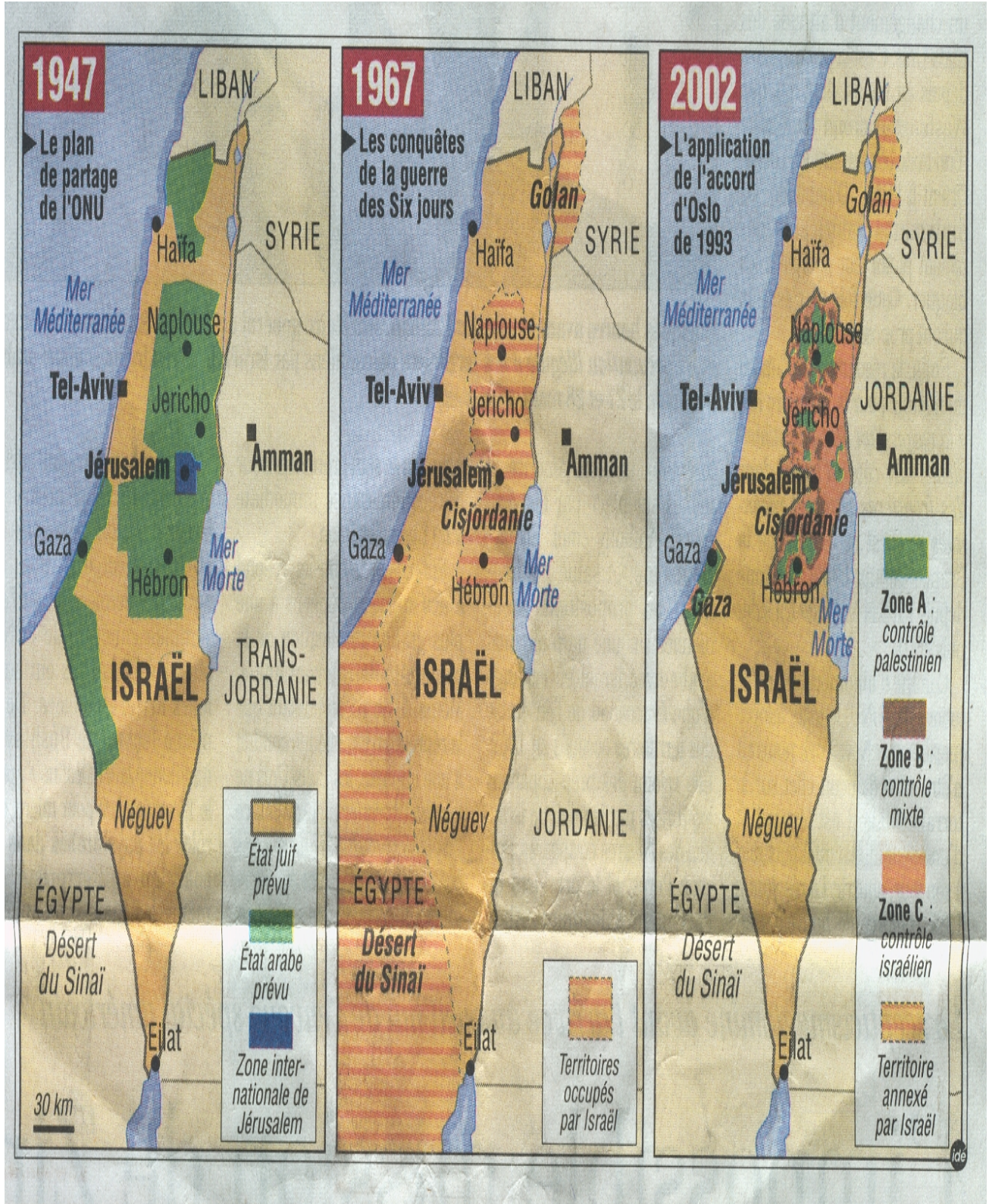
incontournables, séculaires et à peu près inaltérables dont on doit impérativement tenir compte pour envisager un compromis durable. On peut imaginer de laisser la majeure partie de Jérusalem « réunifiée » resterait sous la souveraineté d'Israël et la boucle de la ceinture israélienne autour de Jérusalem Est resterait ouverte pour qu'un corridor relie la Vieille Ville à l'Etat palestinien. Comme cela a déjà pu être souligné, la question la plus délicate est celle des Lieux saints. Seul un statut d'autonomie, certes hybride mais seul viable, pourrait se mettre en place dans les deux quartiers arabes de la Vieille Ville : Israël resterait maître de la sécurité générale, partageant par ailleurs avec les autorités palestiniennes les prérogatives municipales. L'idée n'est certes ni nouvelle, ni géniale mais refuser la recherche d'un compromis sur la base d'un dénominateur commun reviendrait à accepter le statu quo de la pax israeliana. Bien évidemment, toute solution de compromis sur Jérusalem doit tenir compte des représentations de chacune des parties. L'acceptation d'un tel compromis par Israël suppose notamment une modification radicale du rapport à la terre et un affaiblissement du caractère mystique et nationaliste de l'attachement au précepte d'Eretz Israël. Or rien indique que la société israélienne, ancrée dans un retour aux racines bibliques et historiques, marquée par un regain d'activisme et par une « sionisation » des ultra-orthodoxes jusque-là indifférents, évolue vers une telle « révolution culturelle » pour se départir du tabou pesant sur Jérusalem. S'agissant des palestiniens, ils pourraient se montrer plus conciliant, compte tenu de la faible marge de manœuvre dont ils disposent. La véritable inconnue tient d'une part à la position très fragilisée de Yasser Arafat, et d'autre part à la capacité à moyen terme de ses successeurs à se maintenir face aux forces d'opposition radicale au premier rang desquels figurent les mouvances islamistes. Nulle réponse ne peut être apportée pour l'heure à cette inconnue palestinienne, ni à cette hypothèque israélienne dont les réponses détermineront pourtant l'avenir de Jérusalem et la paix dans la région.

Jérusalem n'est pas, malheureusement, prête de devenir cette capitale de la paix chantée par le prophète Isaïe.

⁸⁵ En effet, aucun citoyen israélien de la Jérusalem « réunifiée » ne passera sous souveraineté étrangère ni ne sera contraint par la force de quitter sa résidence par le fait d'un traité de paix, car cela entraînerait une guerre civile dont aucun gouvernement israélien ne prendra la responsabilité.

ANNEXE 1

Israël et Jérusalem en Palestine



Source : Le Figaro (14 mars 2002)

Bibliographie

I - Textes et documents officiels :

Déclaration Balfour (2 novembre 1917), in Xavier Baron, Proche-Orient, du refus à la paix, les documents de référence ,1994 Hachette, p. 22.

Résolution 194 de l'Assemblée générale de l'ONU(11 décembre 1948) in op.cit. p.112.

Résolution 242 du Conseil de Sécurité (22 novembre 1967) in op.cit. p.143.

Résolution 338 du Conseil de Sécurité (22 octobre 1973) in op.cit. p.163.

Résolution 425 du conseil de sécurité (19 mars 1978) in op.cit. p.183.

II – ouvrages

J.-M. BALENCIE, A.DE LA GRANGE (dir.), Mondes Rebelles :l'encyclopédie des acteurs, conflits, et violence politiques, Michalon, Paris, 2001.

X. BARON, Proche-Orient, du refus à la paix, Hachette, Paris, 1994.

M. BISHARA, Palestine /Israël :la paix ou l'apartheid, Editions la Découverte, Paris, 2001.

A.CHAUPRADE, Géopolitique : constantes et changements dans l'histoire, Ellipses, Paris, 2001.

A.CHAUPRADE, F.THUAL, Dictionnaire de géopolitique : états, concepts, auteurs, Ellipses, Paris, 1998.

A.CHOURAQUI, l'Etat d'Israël ; PUF (Que sais-je ?), Paris, 1990.

G. CORM, Le Proche-Orient éclaté 1956-2000, Editions Gallimard , Paris, 1999.

Y.COURBAGE, Nouveaux horizons démographiques en Méditerranée ; INED ; Paris ; 1999.

F. DEBBIE et S. FOUET, La paix en miettes, Israël /Palestine, 1993-2000, PUF, 2001.

F. ENCEL, Géopolitique de Jérusalem, Flammarion, Paris, 2000.

C. ENDERLIN, Paix ou guerre :les secrets des négociations israélo-arabes 1917-1997, Editions Stock, Paris, 1997.

A. GRESH, D. VIDAL, Les 100 portes du Proche-Orient, Editions de l'Atelier, Paris, 1996.

A. GRESH, Israël ,Palestine, Vérités sur un conflit, Fayard, Paris, 2001.

H. KISSINGER, Diplomatie, Fayard, Paris, 1996.

P. LEMARCHAND, Israël/Palestine demain : atlas prospectif, Complexe, Paris,1996.

A. LEVALLOIS, S. POMMIER, Jérusalem, de la division au partage, Michalon, Paris, 1995.

E. LIOCRA, Israël et le monde arabe, Edition Ellipses, Paris, 1995.

- A. OZ, Les voies d'Israël, Calmann-Lévy, Paris, 1983.
- E. SANBAR, Palestine, le pays à venir, Editions de l'Olivier, Paris, 1997.
- Z. STERNHELL, Aux origines d'Israël, Fayard, Paris, 1996.

III – Articles

- G. ACHCA, Le monde arabe orphelin de la démocratie, le Monde diplomatique ; nov. 2000.
- Y. AHARONOT, Ce que veut Israël ; Courrier international ; n° 520 ; oct. 2000.
- J. ALGAZY, D. VIDAL, Israël, une société se déchire ; Monde diplomatique ; novembre 2000.
- P. BEYLAU, Le Point, 18 Janvier 2002, n°1531, « l'erreur d'Ariel Sharon » page 36.
- A. CHOURAKI, Jérusalem, une ville sanctuaire, Editions du Rocher, Paris, 1996.
- A. CHOURAKI, Jérusalem, où l'univers entier est présent, doit devenir la capitale du monde ; Le Point ; n° 1466 ; oct. 2000.
- A. DIECKHOFF, Entre citoyenneté et nationalité, Confluences méditerranée, n°26, 1998.
- A. DIECKHOFF, Israël, une nation plurielle, Les cahiers de l'Orient, n°54, 1999.
- A. DIECKHOFF, Les trois défis d'Israël, Politique internationale, n°83.
- M. DUTEIL, Le Point, 14 Décembre 2001, n°1526, « Yasser Arafat piégé », page 44.
- I. GREILSAMMER, Laïcs et religieux en Israël, Les cahiers de l'Orient, n°54, 1999.
- J. KUPLER, Le rejet de l'arabe, Le Point, n° 1466, oct. 2000.
- LE MONDE, Dossiers et documents, n°317, février 2003.
- D. MOÏSI, Les 50 ans d'Israël, politique étrangère, n° 2/98.
- S. PERES, Israël a besoin d'un Etat palestinien, Le Monde diplomatique, novembre 2000.
- I. RAMONET, Proche-Orient, rebâtir la paix, Le Monde diplomatique, novembre 2000.
- H. RANKL, La haine du juif, Le Point ; n° 1466 ; octobre 2000.
- M. SCHNATTER, En Israël, l'enjeu Sépharade, Le Monde diplomatique, mars 1999.
- A. DE TINGUY, Russes d'Israël, une ethnicité valorisée, Les cahiers de l'Orient n°54, 1999.

v – Sites internet

www.amb-France.il.org

www.amb-israel.fr

www.cia-gov/cia/publication/WorldFactBook

www.courrier-international.com

www.diplomatie.fr

www.diplomatie.gouv.fr

www.geoscopie.com

www.israel-mfa.gov

www.jajz-ed.org (Department for Jewish Zionist education)

www.lemonde.fr

www.mfa.gov.il/mfa/go.asp

www.monde-diplomatique.com

www.pmo.gov.il

www.us-israel.org (American Israeli co-operative enterprise : Jewish virtual library)

Table des matières

| | |
|---|----|
| Introduction..... | 3 |
| Chapitre 1 : Les enjeux géopolitiques..... | 6 |
| Section 1 : Les espaces et les hommes | 6 |
| §1 : les caractéristiques symboliques incontournables de Jérusalem | 6 |
| §2 : l'enjeu démographique..... | 7 |
| §3 : les sacralisations musulmanes et juives..... | |
| Section 2 : La concurrence des représentations | 11 |
| §1 : la dimension essentiellement spirituelle du cas chrétien..... | 11 |
| §2 : la construction progressive de la représentation palestinienne..... | 11 |
| §3 : la représentation juive..... | 14 |
| Section 3: Les contre – représentations | 16 |
| §1 : Les contre – représentations palestiniennes à l'encontre des Israéliens..... | 16 |
| §2 : Les contre – représentations israéliennes à l'encontre des Palestiniens..... | 18 |
| Chapitre II : Des stratégies inconciliables | 22 |
| Section 1 : Stratégies israéliennes : territorialité et démographie | 22 |
| §1 : De l'édification d'une territorialité..... | 22 |
| §2 : De la démographie comme carte maîtresse..... | 25 |
| Section 2 : Stratégies palestiniennes : Droit et diplomatie..... | 27 |
| §1 : Le recours aux soutiens extérieurs..... | 27 |
| §2 : La démocratie israélienne, nouvel instrument de combat..... | 29 |
| §3 : Les facteurs déstabilisants les représentations israéliennes et palestiniennes.. | 30 |
| Section 3 : Les perspectives | 35 |
| §1 : la modification des modes traditionnels de souveraineté..... | 36 |

| | |
|---|----|
| §2 : le maintien des modes traditionnels de souveraineté..... | 38 |
| Conclusion..... | 42 |
| Bibliographie..... | 45 |